



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

«Le travail c'est bien une maladie, puisqu'il y a une médecine du travail.»

ISSN 0026-9433

Coluche

N° 1681

du 20 au 26 septembre 2012

Le renoncement c'est maintenant



Ubu est dessiné par Valère.

M 02137 - 1681 - F: 2,50 €



DOSSIER **SANTÉ** UN GRAND CORPS MALADE

Sommaire



Actualité

Lutte des classes plus que jamais, par Fabrice, page 3

PSA, œil pour œil, page 4

Une basilique occupée, page 5

La météo syndicale de J.-P. Germain, page 6

Les pauvres à la belle étoile, par E. Vanhecke, page 7

La chronique néphrétique de Rodkol, page 8

Arguments

Travestissement néolibéral, par J. Langlois, page 9

Dossier santé, par Moriel, J.-M. Destruhaut et M. Silberstein, page 11

International

Congrès de l'IFA à Saint-Imier, les pendules à l'heure,

par Fred, page 17

Expressions

Trois panthères en prison, par J. Lesage de La Haye, page 18

Benoist Rey en coffret, par Paco, page 19

Mort de la Voix au chapitre à Saint-Nazaire, page 20

Mouvement

Hommage au vétéran de l'insoumission en Turquie, A. Roulland, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Némoto, Slo, Valère

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPIRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



DEUX ANS de serrage de vis libéralement annoncés par Hollande. Et comme on a un peu l'habitude des glissements progressifs, gageons que la vis devrait se serrer encore, par petits coups vicieux, et que les deux ans doivent être vus comme plutôt élastiques. On ne prend pas de risques à supposer aussi que ce sont encore les plus pauvres qui vont souffrir de la dégradation probable du service public et des éventuelles répercussions sur l'économie et le chômage qu'aura le retrait de quelques dizaines de milliards d'euros de la circulation réelle, au profit des banques, c'est-à-dire de la spéculation financière.

Et il est à peu près certain que ça sera en pure perte. L'État a totalement capitulé depuis trente ans devant le capital et son idéologie, le libéralisme. Ceux-là mêmes qui déshonorent le socialisme en arborant son nom, et qui devraient être porteurs, si ce n'est de liberté, du moins d'un point de vue collectif incarné par l'État, se font les serviteurs dociles du capital. Ils sont tout bonnement incapables de sortir de la vision libérale du monde.

Un exemple: un grand patron du luxe trouve d'excellentes raisons de devenir Belge. En adoptant le point de vue d'un gouvernement réformiste, devons-nous pleurnicher? Bien sûr que non. Juste tout lui prendre, jusqu'au dernier bouton de culotte, pour lui apprendre à désertier l'effort commun. Qu'Arnault s'en aille, mais qu'il s'en aille en slip!

Faute donc d'avoir trouvé le levier de la trappe aux riches, nos soi-disant socialistes sont condamnés à courir derrière le cul des banques avec un grand balai pour ramasser ce qui voudra bien en tomber, à chercher l'argent dans les poches des pauvres, où il n'est pas, et à entériner les suppressions d'emplois qui se succèdent.

Quant à nous, nous nous garderons bien d'arbitrer les querelles de ce couple infernal, l'État et le capital, même si l'un des deux a pris sur l'autre un ascendant pathologique. Nous nous tenons, comme toujours, dans le camp des opprimés, des exploités, des dominés. Nous défendons toujours l'idée d'un service au public non étatique, autogéré par les personnels et les usagers.

Nous proposons l'expropriation par les travailleurs des moyens de production et la gestion directe des entreprises et des infrastructures. Les réformistes ont capitulé, et face au monstre ne restent que l'anarchie et la révolution.

Panne de sens



Fabrice

Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

LE MOUVEMENT SOCIAL actuel est un peu comme un insecte sur le dos: il s'agit dans le vide sans savoir comment il va pouvoir retomber sur ses pattes.

Il faut dire que tout est fait pour qu'il en soit ainsi: enfumage électoral, propagande médiatique éhontée pour les politiques d'austérité de droite comme de gauche, bien évidemment qualifiées d'«inéluçtables», complicité active de la plupart des directions syndicales pour faire avaler les plans de licenciements, les baisses des salaires, la casse des services publics, parce que, mon bon monsieur, vous comprenez, faut bien payer la dette des banques et des spéculateurs de tout poil. C'est pas juste, mais le bon Dieu vous le rendra! Dans cet exercice oscillant entre le pitoyable et l'obsène, Chérèque, le diacre en chef de la CFDT, est, comme on s'en doute, particulièrement doué. Il vient ainsi d'affirmer qu'il ferait adopter symboliquement par ses instances le traité européen (TSCG) qui institue l'austérité à perpétuité pour les populations du continent et qui sera soumis aux parlementaires français début octobre. Mais rassurons-nous, Hollande a réussi, en juin, à «imposer» à la chancelière allemande un ajout concernant

un «pacte de croissance» que les observateurs qualifient au mieux d'opération de communication, au pire de diversion grotesque. Ainsi, la direction de la CFDT (tout comme celle de la CES au plan européen) donne clairement quitus aux marchés financiers pour la généralisation de la barbarie qui aboutit, en Grèce, à la distribution de nourriture à des gamins affamés, chose qu'on croyait réservée à de lointaines contrées sous-développées.

Le système capitaliste considère aujourd'hui qu'il peut mettre la classe ouvrière, au sens large du terme, à genoux. Il sait, mieux que certains militants parfois, que la lutte de classe existe et il pense même qu'il est en train de la gagner, même si, ici ou là (Grèce, Espagne, Portugal, etc.), les salariés et les populations cherchent la voie de la résistance.

Il y a des moments où il est particulièrement important de bien identifier les obstacles et les ennemis de classe: le patronat, bien évidemment, et son bras armé, l'État – même s'il est tatoué de petites roses –, mais aussi tous ceux qui, selon les moments, jouent le rôle d'anesthésistes ou de chiens de garde du système. Et il n'y a aucune complaisance à avoir, ni avec les uns ni avec les autres.



Dans ce contexte, les anarchistes conséquents, les anarcho-syndicalistes ou autres compagnons de Pelloutier, ne peuvent se contenter d'être spectateurs ou commentateurs. Les Rencontres internationales de l'anarchisme de Saint-Imier, qui ont rassemblé en août dernier des milliers de militants, ont montré à la fois la vitalité de nos idées, la capacité à rassembler et à s'organiser. Encore faut-il que notre message soit entendable par le plus grand nombre. Pour cela, il faut plus encore qu'aujourd'hui nous immerger dans les luttes, y compris celles qualifiées de réformistes tant il est vrai que la révolution ne se fera pas par une génération spontanée de révolutionnaires, mais par des millions de travailleurs gagnés petit à petit à nos idées et à nos pratiques, dans les quartiers, les syndicats de base, les unions locales.

Soyons clairs, nous ne sommes pas dans la situation de l'Espagne de 1936 où les anarchistes et les anarcho-syndicalistes étaient non seulement capables de défendre les acquis sociaux, mais aussi de mettre en place d'autres formes de production et d'organisation de la société. Tout cela fut le fruit d'un travail de terrain obscur mais fécond pendant les décennies précédentes. Ne nous payons pas de mots, ne donnons pas non plus de leçons aux travailleurs qui bossent (rarement avec plaisir) dans des entreprises qui produisent des objets socialement inutiles voire nuisibles. Il ne s'agit pas d'avancer masqués ou de renier quoi que ce soit de nos idées, mais simplement de montrer de quel côté nous nous situons résolument, celui des exploités.

Un énorme chantier s'offre à nous pour discuter, rassembler, convaincre des dizaines de milliers de femmes et d'hommes que nous pouvons, ensemble, retomber sur nos pattes et qu'un autre futur est possible. **F**

Coup pour coup

LES ANARCHISTES n'ont pas pour habitude de se payer de mots. La défaite des travailleurs de PSA est possible. Pourquoi ? Les bonimenteurs qui font les importants à discuter avec le patron de l'avenir des sites nous mènent à la défaite. Les illusionnistes qui font mine de vouloir «sauvegarder l'emploi» nous mènent à la défaite. Les naïfs qui pensent que les 1400 départs volontaires seront indolores se moquent de nous. Quand les lettres de licenciement tomberont, on ne se souviendra plus que les départs étaient supposés «volontaires». Et les sous-traitants ? Volontaires aussi pour se retrouver au chômage ?

Une chose est sûre, bonimenteurs, illusionnistes et naïfs refusent d'avancer les seules revendications qui vaillent, les seules qui nous unissent : retrait pur et simple du plan Varin ! Aucun licenciement ! Maintien de tous les emplois, de tous les sites !

La victoire des travailleurs de PSA est possible. Comment ? Une seule journée de grève sur les sites non concernés par les licenciements et sur lesquels la direction mise beaucoup (Poissy, Mulhouse) et Varin remballerait son plan dans les cinq minutes. Hélas, nous n'en sommes pas là.

Les anarchistes ne cherchent à fourguer aucune carte ni à ratisser la moindre voix aux prochaines élections. Ils posent simplement la question : que faire si l'on ne veut pas que notre colère débouche seulement sur le renoncement et la résignation ? Et ils proposent aux travailleurs de La Janais de réfléchir à ces propositions :

– Exiger de l'intersyndicale qu'elle fasse vraiment vivre les seules revendications acceptables : maintien intégral du site et de tous les

emplois ; aucun licenciement, ni à La Janais, ni ailleurs !

– Doubler l'intersyndicale d'un comité de lutte si les représentants syndicaux ne veulent pas organiser la riposte.

– Établir le contact avec le site d'Aulnay où des travailleurs combattifs sont déjà mobilisés.

– Exprimer ouvertement notre colère et rompre avec l'image d'abattement et de soumission que les médias donnent de nous.

– De toute urgence, établir des liens de solidarité active avec la population de Rennes et du département, avec les travailleurs de la sous-traitance. Si c'est la situation de toute la population laborieuse de la région qui se joue à travers notre sort, le seul fait qu'elle se dresse, unie et résolue, inquiétera les licenciés.

Il est nécessaire de passer de la colère à la révolte consciente et organisée. Nous, anarchistes du groupe La Sociale de Rennes, affiliés à la Fédération anarchiste, sommes disponibles pour aider les travailleurs dans ce combat. Un autre avenir est possible que de nous défendre contre les coups ou de nous soumettre. Bien sûr que les usines et toute la société pourront tourner sans les patrons ! Bien sûr que la société que nous construirons impliquera un autre mode de production et de consommation ! En attendant, battons-nous pour nos revendications. Gardons bien en conscience cette vérité de toujours : «Ceux qui se battent peuvent perdre, mais ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu.»

D'après le tract distribué par le groupe La Sociale de Rennes lors de la manifestation des travailleurs de PSA le 15 septembre



Photo CGA/Forum anarchiste révolutionnaire

En image Denis est occupée

UN INCENDIE a ravagé un immeuble à Saint-Denis (article p. 7), faisant trois morts, une dizaine de blessés et laissant une quarantaine de personnes sans logement. Cécile Dufлот avait promis un relogement immédiat devant la télévision, mais la mairie et la préfecture (Dril) refusent de prendre leurs responsabilités et se renvoient la balle, alors que tout le monde sait que des logements sont laissés vides par les propriétaires et qu'elles ont les moyens de les réquisitionner. Des habitants et militants solidaires (le groupe d'Ivry de la FA et la CGA, en particulier) occupent avec les sinistrés la basilique de Saint-Denis.

Ubuesques pantalonnades

La gauche revenue aux responsabilités fait ses premiers pas avec deux chaussures droites. Gare aux ampoules !

LA PIÈCE DE THÉÂTRE qui se joue depuis l'élection de François Hollande à la présidence de la République, sur la scène nationale, est programmée pour cinq années. L'acteur principal en est ubuesque. Il est assisté par toute une valetaille de palotins (ministres) et autres commensaux, fats, caricaturaux et arrogants qui vendent le jus de leur crâne à prix d'or. Cette mauvaise pièce, qui se joue actuellement sous nos yeux, est malheureusement la triste réalité. Et nous assistons, silencieux, comme anesthésiés, à la spoliation de toutes les richesses que nous créons et qui devraient être nôtres. Nous subissons d'une manière passive la destruction de nos vies et, surtout, la mise en place d'un pouvoir plus répressif et policier que jamais. Cette pièce pourrait s'intituler *Le Double Jeu*, tant les paroles des acteurs sont en contradiction avec leurs actes. Nous sommes dans l'absurde et l'irrationnel.

Premier acte : le temps des promesses

Il a vu fleurir des mots séduisants et racoleurs de la part de notre Ubu président, comme : « Je suis un ennemi déclaré de la finance et je taxerai, à hauteur de 75 %, tous les revenus au-dessus d'un million d'euros par an. » C'est très certainement pour cela que le président du changement a invité à sa table ses amis du CAC 40, dont certains sont très proches de lui. On peut prédire sans se tromper que, lors de ces agapes, le plat de résistance sera : vous supprimez cette taxe et nous nous engageons à réduire les licenciements. Déjà, le 11 juin dernier, le président les avait reçus, mais c'est la première fois que la chose est rendue publique. Cela ne laisse présager rien de bon. Il est grand temps que le peuple s'invite à la table élyséenne, non pas pour négocier quoi que ce soit, mais pour exproprier les squatters, car, s'il attend un carton d'invitation, il peut patienter longtemps.

Second acte : la main tendue au patronat

Où son palotin de Premier ministre est-il invité ? À l'université d'été du Medef. Il y fera un discours dans lequel il annoncera que cette taxe à du plomb dans l'aile, pour ne pas dire qu'elle ne verra jamais le jour. Seuls les travailleurs seront grugés dans cette affaire, car les licenciements continueront à pleuvoir comme à Gravelotte. Comme un palotin ne suffisait pas, un autre est venu rassurer le

patronat quant aux intentions du pouvoir socialiste. Il s'agit de l'innommable ministre du Renoncement improductif, le bellâtre Montebourg, qui leur a susurré les mots qu'ils souhaitaient entendre.

Troisième acte : les Roms

Au mois d'août 2011, les socialistes ont fustigé avec beaucoup de véhémence la façon dont le précédent gouvernement de droite avait traité les Roms. Aujourd'hui qu'ils sont aux affaires, le président et Valls, son palotin de ministre de l'Intérieur, ne font pas mieux et n'ont pas plus de respect envers ces hommes, ces femmes et ces enfants. Depuis le début de l'été, ils ont procédé à cinq expulsions de campements. Après les expulsions de Hellemmes, de Villeneuve-d'Ascq, de Lyon, de La Courneuve et de Marseille, au moment où j'écris cet article, à Evry, dans le fief du ministre de l'Intérieur, se déroule, ce matin du 27 août, une nouvelle évacuation de Roms. C'est l'escalade. Où et quand vont-ils s'arrêter ? Nous sommes aux antipodes des promesses hollandistes de campagne électorale, lorsque l'« encore » candidat écrivait : « Je veux lutter sans concession contre toutes les discriminations et ouvrir de nouveaux droits. » Encore une promesse qui s'envole et gageons que, avec l'automne qui pointe le bout de son nez, bien d'autres promesses s'envoleront.

Quatrième acte : insulte aux libérateurs

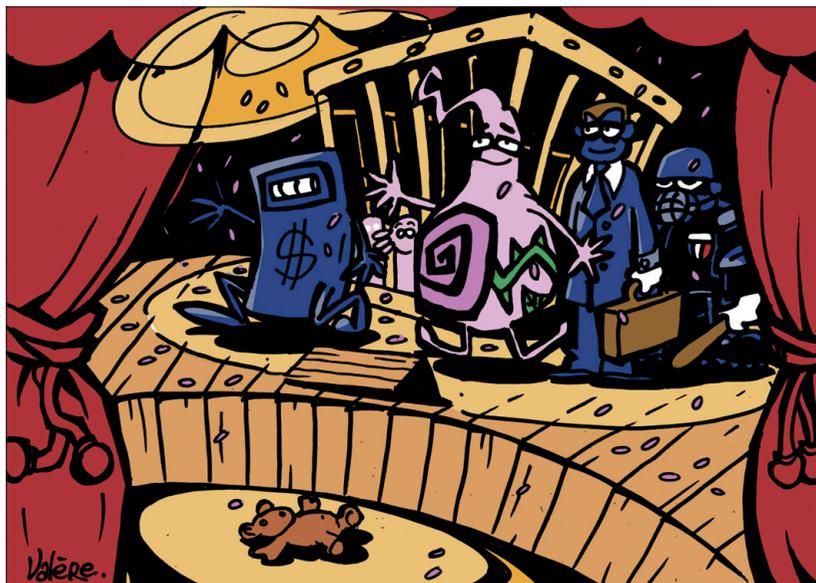
Le 25 août 2012, le maire de Paris, Delanoë, un autre palotin hollandiste, a rendu les honneurs aux libérateurs de Paris les « républicains espagnols » de la colonne Dronne, autrement dit à la 9^e compagnie de la

2^e division blindée, la Nueve. À cette occasion, il a fait donner la police, qui a interpellé et embarqué les anarchistes présents à cette cérémonie, sous le motif qu'ils brandissaient des drapeaux noirs et des drapeaux noir et rouge. À ce qu'ont dit les policiers, sous le régime du Hollandais, on ne peut pas sortir les drapeaux noirs et les drapeaux noir et rouge dans la rue, sans une autorisation de la préfecture. Ce qui s'est passé est une double insulte à la mémoire des soldats de la Nueve, dont beaucoup étaient anarchistes. Ceux que la police française a interpellés ce 25 août 2012 étaient leurs enfants et petits enfants. Ce qui s'est passé ce jour-là à Paris, sous la férule de Delanoë, est une grave atteinte aux libertés fondamentales et une insulte à la mémoire des anarchistes et des républicains espagnols.

Souvenez-vous 1936 et la non-intervention en Espagne, qui a permis aux troupes de Franco de massacrer les Républicains espagnols et d'anéantir le Front populaire. C'était sous le gouvernement socialiste de Léon Blum ; puis, entre le 12 avril 1938 et le 11 mai 1939, c'est Daladier, un autre socialiste, qui est au gouvernement et qui, par son inaction, a permis à Franco de liquider le Front populaire espagnol et de prendre le pouvoir, avec l'aide de Mussolini, de Hitler et des soviétiques. L'histoire, à ce que l'on dit, ne se répète jamais deux fois de la même manière mais, quelque part, il y a des similitudes. Je vous le dis : attention, danger ! Nous sommes sur la mauvaise pente !

Justhom

Groupe de Rouen
 de la Fédération anarchiste



Brèves de combat

Bad news en vrac

Le rapport Sartorius remis au gouvernement sur la situation financière de PSA Peugeot Citroën valide les 8 000 suppressions d'emplois sur le site d'Aulnay-sous-Bois pour réduire ses capacités de production. Pour sa part, Philips, le groupe néerlandais, confirme les 2 200 suppressions d'emplois supplémentaires «à travers le monde», ce qui porte le total des suppressions de postes prévues d'ici 2014 à 6 700. Le tribunal de commerce de Quimper a rendu son verdict : seulement cinq sites sur huit seront repris, laissant ainsi 1 000 salariés sans emploi. Mais, que fait la France «normale» ?

Pogroms antiroms en Hongrie

De violentes attaques contre la minorité rom en Hongrie se poursuivent sans relâche. Le gouvernement de droite du Premier ministre, Victor Orban, qui collabore étroitement avec le parti néofasciste Jobbik provoque délibérément de telles attaques. Elles ont en plus le privilège de détourner l'attention du peuple de l'énorme crise économique et des problèmes sociaux que connaît le pays. Ça nous rappelle quelque chose...

Et encore un !

Un campement regroupant 104 Roms parmi lesquels on comptait 39 enfants a été évacué par les forces de l'ordre à Villeneuve-le-Roi, dans le Val-de-Marne.

Météo syndicale

EN CETTE RENTRÉE SOCIALE, le décor n'a pas vraiment changé. Comme à son habitude, la CGT noie ses «chagrins» dans la Fête de l'Huma (qui a dit bête rave rouge?) et se déclare l'arme au pied, histoire de faire taire les râleurs syndicalistes qui trouvent que courir après la CFDT pour lui damer le pion a fait son temps.

Mais même si le fait est que la grogne syndicale repointe le bout de son nez, le problème est toujours là, comme le nez au milieu de la figure : qui a pris la décision ? Les instances syndicales suivent-elles l'avis «éclairé» d'une instance politique où la décision vint-elle de la base ? Comme tout est sous la coupe partidulaire, genre «rassemblement de toutes les forces progressistes», on peut en douter. Quant au coup de «silence dans les rangs et unité contre le patronat», ça cache souvent des drôles de trucs. En ce moment, ce serait plutôt les problèmes de succession à la tête de la centrale de Montreuil. Le comité confédéral national (CCN) de novembre devrait trancher la crise, qui dure depuis plus d'un an. Au PS, elles et ils ne s'embarrassent pas de tant de procédures ! On verra bien, mais entre rentrée sociale et désignation du futur grand timonier, le chemin est plein d'embûches.

Pour ce qui est du concret, voyons du côté patronal... La patronne du Medef a encore fait très fort. Arnault cherche une retraite dorée dans le royaume belge ? En fait, selon elle, il devrait être décoré pour tous les emplois qu'il a créés dans les circonstances diaboliques qui règnent en France. Paraît qu'au Japon les chefs d'entreprises sont considérés comme faisant partie du patrimoine national... Tiens on ne cause plus du



pays où on croit en Dieu sur les billets de banque ?

Face à tout ça, il y aurait autre chose à faire qu'une «visite à Hollande». Si les syndicats se bornent à déclarer que le gouvernement ne tient pas ses promesses, le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils enfoncent des portes ouvertes.

Le 9 octobre a été décidé une journée de mobilisation pour la défense de l'industrie et de l'emploi. Tout sera-t-il mis en œuvre pour qu'une unité syndicale montre le bout de son nez ? On peut toujours rêver. Mais, de toute façon, si elle ne se fait pas à la base, dans les entreprises, elle ne viendra pas des instances officielles des boutiques syndicales représentatives.

Jean-Pierre Germain

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Logement

Vite, vite, y'a l'feu !

Trois morts dans l'incendie de l'un des bidonvilles à étages de Saint-Denis, des millions de mal-logés, des effets d'annonce... mais toujours pas de réquisition. Dans un monde tendre aux puissants et dur aux faibles, il est clair que nous n'aurons que ce que nous saurons prendre.

« **POUR UNE FOIS** que ce ne sont pas les Roms qui morflent, on va pas boudier notre plaisir ! » Cette petite phrase qui a échappé du courrier des lecteurs du *Figaro*, mais pas du comptoir du café du commerce, illustre malheureusement l'état d'esprit ambiant de nos petites banlieues bien propres et bien réacs. Comme si cela ne suffisait pas à leur misère, l'incendie dramatique de Saint-Denis, il y a quelques jours, a détruit entièrement le peu de choses que ces pauvres occupants possédaient. Mais, si l'on peut dire, il montre aussi du doigt le peu d'empressement des pouvoirs publics en matière de logements insalubres et, aussi, le cynisme, voire la saloperie, des propriétaires, véritables marchands de sommeil qui ne valent pas plus que la corde qui devrait les pendre.

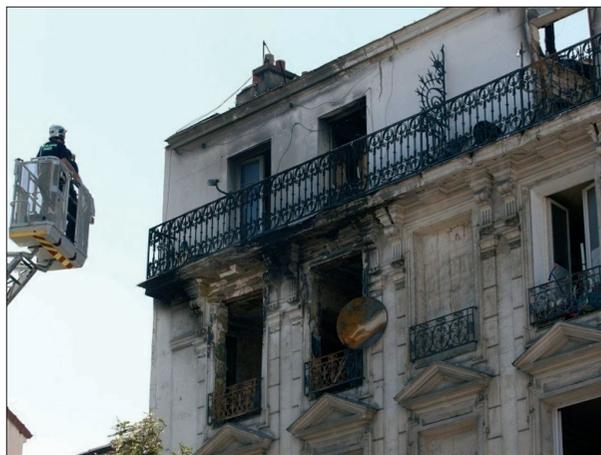
L'immeuble cumulait toutes les causes de l'insalubrité. Des loyers exorbitants – près de 400 euros pour un taudis de 18 m² – qui n'étaient plus payés et une dette de 82 000 euros envers le groupe Véolia, qui, dans sa légendaire générosité, avait coupé l'eau depuis quatre ans. Pas bien pratique pour éteindre le feu. On ne parle pas de l'enchevêtrement des installations électriques réalisées à la diable et dans l'urgence parce que, bon, c'est quand même pratique un peu de courant. De plus, les propriétaires avaient programmé 110 000 euros de travaux et l'immeuble était « suivi » par la Soreqa, un des deux opérateurs du PNRQAD (Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) qui avait inscrit dans ses priorités depuis janvier 2011. Alors, si l'immeuble était prioritaire et suivi, les anciens occupants sont priés de remercier l'administration, d'enlever leur casquette, et plus vite que ça... Incurie de l'administration, lenteur voire impuissance de l'action municipale, misère effroyable ont donc inévitablement conduit à cette situation.

Saint-Denis n'est pourtant pas une ville aussi pauvre que veut le laisser croire sa mauvaise réputation. C'est la plupart des habitants qui sont pauvres. Et, pourtant, certains quartiers, comme celui de La Plaine, abritent dans

de luxueux immeubles de bureaux des entreprises prestigieuses, le Grand Stade, la nouvelle cité du cinéma. Un peu comme de la schizophrénie urbaine, si je puis dire. On n'est plus dans le fait divers, donc. D'un côté, un quartier un peu chouchouté et, de l'autre, un centre-ville de plus en plus dégradé. Les tours opérateurs font venir des milliers de touristes par an dans la basilique royale, touristes qui s'empressent de ne pas venir dans les quartiers populaires pourtant situés à un jet de pierre. Ils ont sans doute des consignes. Le plus angoissant, du reste, n'est pas seulement de constater les dégâts, mais bien de se demander pourquoi ça n'a pas cramé plus tôt et dans quel immeuble cela va prochainement se produire.

Les seuls à réagir sagement et sans démagogie furent les militants du DAL, dont le porte-parole a déclaré que, quel que soit le statut des occupants, avec ou sans papiers, il était absolument scandaleux que ce type de logement continue d'exister et que la réquisition était à l'ordre du jour. Car, on l'aura donc compris, les victimes du sinistre étaient toutes d'origine immigrée. Étonnant, non ?

Mais, avec Cécile Duflot comme madame le ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, on peut être totalement rassurés. Le fait est que, depuis moins de cent jours au pouvoir, elle n'aura pas encore eu le temps de faire grand-chose. Soyons magnanimes, on ne va pas lui tirer dessus tout de suite. En tout état de cause, elle a l'air d'y mettre de la bonne volonté, malgré sa candeur naïve, sa muselière et sa laisse un peu courte. M'enfin, que pourra-t-elle faire rapidement contre 40 % des logements – environ 5 000 – du centre-ville, véritables bidonvilles à étages, sinon faire la bise au capitaine des pompiers ? Encadrement des loyers, augmentation du plafond des dépôts du livret A, théoriquement censé favoriser la construction des logements sociaux, prolongation jusqu'au 31 mai de la



L'immeuble sinistré de Saint-Denis.
Photo CGA/Forum anarchiste révolutionnaire

trêve hivernale, relèvement du seuil de logements sociaux à 25 % dans les villes de plus de 3 500 habitants sous peine de voir le montant des amendes multiplié par cinq. Neuilly-sur-Seine ne va pas s'en remettre. Autant de preuves de bonne volonté ou d'effet d'annonce, comme on voudra.

Si les objectifs sont clairs, il y a loin, comme on dit, de la coupe aux lèvres. La promesse de Hollande est de construire 500 000 logements, dont 150 000 sociaux, par an pour la durée du quinquennat. L'idée de donner des lotissements constructibles appartenant à l'État n'était pas si mauvaise dans l'absolu, sauf que la liste datant du printemps 2012 de 930 terrains établie par France Domaine (un des services de Bercy) était parfois un peu bidon. On y trouvait des terrains déjà vendus il y a quelques années ou indisponibles car déjà construits. D'ailleurs, certaines municipalités qui avaient acquis ces terrains il y a quelques mois se sont empressées de réclamer malicieusement leur remboursement. La liste a disparu.

Mais, en attendant, ça a brûlé et il y a fort à parier que ça brûlera encore.

On peut toujours se rassurer en pensant que, de toute façon, ceux qui dorment dans la rue n'ont pas ce genre de problèmes. Veinards...

Émile Vanhecke

La gourmandise est un vilain défaut !

Un garçon de 12 ans s'est vu infliger une sévère correction par deux agents de sécurité d'un supermarché toulousain. Son crime? Avoir tenté de dérober un paquet de friandises. Conduit dans la salle de repos du magasin, l'enfant a été passé à tabac, a essuyé des coups de poing et a été projeté contre un mur, mais aussi étranglé sur une table, selon la presse locale. Pour leur défense, les agresseurs ont reconnu « avoir un peu perdu leur sang froid ». Ou plutôt leur sang chaud!

Grèce : contre une mine d'or

Plusieurs centaines de manifestants ont affronté la police anti-émeute déployée dans la forêt de Skouries, au nord de la Grèce, près de Thessalonique, mardi 11 septembre. Ils s'opposent à la mise en exploitation d'une mine d'or, par le géant canadien Eldorado Gold, au cœur d'une des forêts d'Europe les plus riches en biodiversité. Autorisé par le gouvernement grec pour combler une partie de sa dette, le projet est dénoncé par la population comme un désastre écologique annoncé.



Nouvelles liaisons de la Fédération

Vous pouvez contacter la liaison de **Mantes-la-Jolie** dans les Yvelines à l'adresse mantes-la-jolie@federation-anarchiste.org

Une liaison est désormais présente à **Abbeville** dans la Somme. Vous pouvez la joindre au courriel abbeville@federation-anarchiste.org

Une liaison est présente à **Meaux** en Seine-et-Marne. Vous pouvez la joindre via le Secrétariat aux relations intérieures de la FA : relations-interieures@federation-anarchiste.org

Enfin, une nouvelle liaison est présente dans le département de l'Ain à **Bourg-en-Bresse**. Vous pouvez la contacter à l'adresse bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

Vous pouvez consulter la liste régulièrement mise à jour des 106 groupes et liaisons de la FA sur son site web à l'adresse : www.federation-anarchiste.org/spip.php?article966

Chronique néphrétique

Se les faire sonner

QU'EST-CE QUI CLOCHE dans l'anarchisme aujourd'hui? Je posais la question, en juin dernier. Voici des extraits d'une réponse de lecteur, Javali Negro. Et comme j'espère faire de cette chronique un lieu réflexif, n'hésitez pas à donner votre avis! (rodkol@netcourrier.com)

« [...] L'anarchisme : 1) Depuis toujours : trop de philo. On peut le comprendre pour les Russes, les Français et les Espagnols du XIX^e siècle. La philo a certes joué un grand rôle historique aux XVII^e et XVIII^e siècles dans le combat contre la religion, mais elle n'est plus adaptée pour tenir ce rôle au XXI^e siècle. Ce n'est plus au philosophe de dire ce qui est vrai et ce qui est faux, de la magie ou de la science. L'anarchisme théorique est aujourd'hui hermétique à la science et à ses implications. Par conséquent, l'anarchisme théorique ne se situe plus dans la foulée intellectuelle des Lumières, et il n'est toujours pas parti à la conquête des sciences de la liberté humaine. 2) Depuis dix-quinze ans : trop écolo, de plus en plus spiritualiste. L'hybridation avec certaines doctrines écologistes fondamentalistes fait de certains pseudo-théoriciens (ou plutôt, propagandistes) actuels des anarches latents, en devenir, dont la force collective prend progressivement forme sans avoir encore pris conscience de son caractère profondément conservateur et rétrograde. J'y vois une métavictoire du système dominant sur ce qui pouvait constituer, dans l'anarchisme, un germe de menace pour son hégémonie. Sans le savoir, vous avez changé de destin, et vous servirez de plus en plus de forces d'appoint à des mouvements plus forts que vous.

» La résultante des deux points ci-dessus : l'anarchisme théorique ne fait plus des militants des personnes émancipées, et donc vous n'êtes plus crédibles comme force d'émancipation de l'espèce humaine, et peut-être même, mais n'y vois pas là une quelconque provocation, comme anarchistes.

» Les militants anarchistes : depuis dix-quinze ans : intellectuellement fainéants. Votre rejet de l'objectivité comme valeur comportementale, lié au sommeil, à l'indifférence, ou au rejet de la connaissance scientifique et de la connaissance technique, vous conduit de défaites en régressions, d'aigreurs en névroses. Ceci est particulièrement vrai des sciences dures, mais aussi de la sociologie, de l'anthropologie, de l'éthologie et de l'économie, domaines dans

lesquels vous n'avez pas progressé depuis au moins trente ans.

» Du point de vue de l'action : compte tenu de vos forces militantes modestes, vous êtes trop dispersés et vous agissez sans projet clair. Du coup, comme vos objectifs ne sont pas bien ciblés et assez futuristes, vous n'avez pas de réflexion suivie sur la stratégie à moyen et long termes et, surtout, sur les moyens que vous vous donnez et l'évaluation a posteriori (totalement absente).

» Trop dogmatiques, rigides, avec des slogans absurdes (« sortir du nucléaire », « viande = meurtre », « à bas l'État », etc.) : sur le nucléaire, sur les OGM, sur l'agroalimentaire — d'une façon générale, sur tout ce qui est industriel — sur les transports rapides (TGV, aviation civile, etc.), et j'en passe. À entendre certains, toute structure technologiquement complexe serait incompatible avec un mode de gestion anarchiste.

» Sur la prison, une question naïve qui résume ma critique de vos activités : Garcia-Oliver a-t-il fermé les prisons en 1936-1937? Non. Pourquoi? Il fallait enfermer les opposants politiques (les activistes de la Ceda par exemple), ce qui, soit dit en passant, en a protégé beaucoup de la vindicte populaire...

» Socioculturellement, j'ai le sentiment que vous êtes devenus trop homogènes, tous issus d'une éducation dans un milieu de gauche, politisé, sans oppression religieuse marquante. Dans votre système cognitif actuel, tel qu'il transparait à la lecture du Monde libertaire et de bien d'autres feuilles et revues anarchistes ou anarcho-syndicalistes, et tel que je le devine de mes discussions avec des militants libertaires de sensibilités différentes, la connaissance politique (et dans une moindre mesure la connaissance philosophique) l'emporte sur toutes les autres connaissances. Je dirais même qu'elle les écrase. De ce point de vue, vous êtes imprégnés de conceptions bourgeoises, ce qui ne serait pas le cas si, comme vos ancêtres, vous étiez encore des paysans et des ouvriers. Parmi les individus qui viennent à vous, il peut arriver que certains n'aient aucune culture politique ni du mouvement ouvrier (c'était mon cas, comme de celui d'un de mes collègues de travail). Pensez au choc culturel si vous voulez qu'ils comprennent vos discussions. »

Rodkol

Mensonges néolibéraux

Appuyée sur l'idéologie gestionnaire et ses mensonges, la dépense publique est déclarée anticapitaliste... Elle obéit, en fait, à la logique libérale de socialisation des coûts et des pertes et de privatisation des profits. Les affidés du capital sont à l'assaut du bien commun.

Jacques Langlois

LES THÉORICIENS, LES JOURNALEUX et les politiciens libéraux ont l'habitude de dire que l'État ne sert à rien, sauf dans les fonctions régaliennes (police, justice, armée, affaires étrangères), que les fonctionnaires sont inutiles, que les services publics sont mal gérés et plus coûteux que le privé, que la protection sociale n'est autre que de l'assistanat, que l'intervention publique est néfaste et qu'elle perturbe l'efficacité des marchés, etc. Et cela continue malgré la débâcle du libéralisme en 2008, Bérézina qui a montré l'utilité de l'intervention publique (sauvetage des banques, relance économique, rôle stabilisateur de la redistribution sociale). La crise a montré clairement que les marchés n'étaient ni efficaces ni autorégulateurs, que les allocations de ressources financières n'allaient pas à l'industrie comme investissement productif, mais à la spéculation, notamment immobilière ou boursière, en vue d'une rentabilité outrée et porteuse de krach. Les dites allocations par le marché des capitaux, des taux d'intérêt et de change n'ont pas été des meilleurs possibles, loin s'en faut. Les marchés ont perdu l'équilibre qui, du reste, n'est jamais à l'optimum, mais à un état chronique de sous-emploi du travail et des installations de production. Fort opportunément, le livre de Christophe Ramaux *L'État social* vient démentir les balivernes libérales.

Les libéraux assimilent la protection sociale à une «charge», à une dépense à éliminer, qui fait partie des «prélèvements obligatoires» de l'État sur le privé, les entreprises et les individus. C'est de la novlangue construite pour tromper les gens, car ces pré-

tendues dépenses «obligatoires» et nuisibles sont en fait parfaitement utiles et constituent souvent des investissements et non des charges de fonctionnement. Les impôts et cotisations ne servent pas qu'à entretenir les fonctionnaires et les excellences, ils servent largement à redistribuer des revenus, et pas seulement vers la «dépense publique» (56 % du PIB en 2010, 52,5 en 2007, 44 % de prélèvements en 2011 pour cause de crise alors que Tsarko avait dit qu'ils les diminuerait de 4 points pendant son règne). Une distinction s'impose cependant, car ladite dépense a trois composantes. La première est utilisée pour les services publics et les fonctionnaires, mais ce sont les ménages et les entreprises qui consomment ces services qui ne sont donc pas inutiles et réservés auxdits fonctionnaires. La deuxième est constituée de prestations sociales en espèces (retraites, chômage, allocations familiales, aides diverses et variées). Ces prestations, qui ne restent pas dans les caisses de l'État, s'élèvent à 378 milliards, soit 35 % de la dépense publique et surtout 30 % du revenu disponible brut des ménages. La troisième, enfin, est formée de prestations sociales en nature (remboursements médicaux, allocations logement) – soit 181 milliards, ce qui donne en tout 559 milliards, soit la moitié de la dépense publique – qui sont redistribuées aux ménages.

La dépense publique est indispensable au secteur privé : formation des travailleurs, infrastructures collectives à accès général, recherche



publique, crèches et écoles maternelles ou aide à domicile (augmente la population active féminine), santé (ce qui maintient le salarié au travail), complément au revenu des ménages (ce qui renforce la demande effective). Les fonctionnaires produisent des valeurs d'utilité, ce qui est pris en compte par la comptabilité nationale pour déterminer le PIB non marchand. En 2010, la valeur ajoutée par les fonctionnaires est montée à 318 milliards, soit le tiers de celle des sociétés non financières (973 milliards). Les libéraux disent que c'est inutile parce que ce n'est ni marchand ni monétaire. Mais il s'agit bel et bien de valeurs d'usage pour la société. Environ 42 % du revenu des ménages est «socialisé», ce qui procure les fameux «stabilisateurs sociaux» qui ont largement diminué les effets de la crise en France en 2009. Les services étatiques régaliens ont apporté 169 milliards en 2010. Tout cela profite aux entreprises – qui payent de moins en moins d'impôts sur les sociétés ou de taxes professionnelles –, et surtout aux multinationales, qui sont imposées réellement à 8 % alors que les PME le sont à 23 % en moyenne. Itou pour les riches, qui payent aussi de moins en moins.

Grève à L'Équipe

À la suite du plan « de sauvegarde de l'emploi » présenté par la direction de la SNC L'Équipe (le quotidien, France Foot et le magazine), les salariés ont décidé, lors d'une AG, mercredi 12 septembre, de la grève pour ce même jour, empêchant la publication de France Foot, du magazine (bouclage le mercredi), du quotidien et des sites web. 233 salariés sur 500 ont voté, et 171 se sont prononcés pour une grève immédiate et le dépôt d'un préavis pour le mercredi 19 septembre, si la direction n'entend pas le rejet des salariés du projet de suppression de 46 postes de travail.

Mariage homo : ça promet de grandes heures !

Le président de l'Assemblée nationale rejette la demande de Christine Boutin, qui voulait un référendum, rappelant que le Parlement « est là pour voter la loi ». Elle ne va pas tarder à ressortir sa bible !

Droit au logement

Une trentaine de militants du DAL et du collectif Jeudi noir et des familles sans logis occupent un immeuble vacant de l'assureur Allianz, situé à Paris pour « faire pression » alors que le projet de loi Duflot, après avoir été débattu au Sénat, retourne à l'Assemblée.

Relance de la fermeture de Fessenheim

Suite à l'incident dans la centrale nucléaire, dont l'Autorité de sûreté nucléaire assure qu'il n'a pas eu de conséquences sur l'environnement, mais qui a tout de même fait deux blessés « légers » selon les pompiers, de nombreuses voix se sont élevées pour en demander la fermeture rapide. Une promesse de François Hollande qui se fera sous deux ans ?



L'impôt et la cotisation sociale qui financent tout cela sont donc indispensables. Le sens de la position des libéraux devient limpide : tout ce qui est public empêche le capital financier de s'en emparer pour en faire des lieux de profit. C'est le cas des cliniques et des assurances santé privées, des salaires remplacés par de l'intéressement et de la participation, qui sont variables, aléatoires, risqués et qui échappent largement aux cotisations sociales. De ce point de vue, Ramaux écrit que la socialisation est anticapitaliste. Je n'en suis pas si sûr : elle est une contribution publique aux fins privées pour le capital, elle l'aide à être profitable, elle obéit en fait à sa logique de socialisation des coûts et des pertes et de privatisation des profits.

Le discours sur la dette publique est un autre exemple manifeste des mensonges des libéraux. Rappelons-nous le rapport Pébereau (banquier BNP et libéral acharné) sur le sujet en 2006. La dette publique de 1 170 milliards à l'époque y était présentée comme insoutenable et comme un prélèvement sur les générations futures : un bébé héritait de 8 000 euros de dette ! Ce n'est pas étonnant quand on regarde la toute-puissance des banquiers sur les gouvernants.

La grande puissance de la banque et son emprise sur les gouvernants s'est manifestée récemment sans ambages. La BCE a prêté aux banquiers 1 000 milliards d'euros sur trois ans à 1 % et rien du tout aux États, à la suite des règles imposées à la banque centrale de l'Union européenne (UE) par les dirigeants Allemands. Et les banques ont utilisé ces 1 000 milliards pour les prêter aux États à 6 % minimum !

Lors du krach de 2008, le gouvernement français a prêté massivement aux banques nationales tout en mettant en place un plan de relance tout à fait riquiqui (35 milliards dont 13 déjà engagés ; Hollande vient d'obtenir 120 milliards, eux aussi déjà engagés – fonds structurels inemployés, banque européenne d'investissement – pour toute l'UE). Pébereau, libéral tout miel tout lucre, conseillait le pouvoir et voyait Tsarko nuitamment. Son signal était clair : seule la dette publique est mauvaise, comme, du reste, l'État, la fonction publique, la protection sociale (47 % des dépenses publiques). Le sbire prétendait que chaque nouveau-né héritait d'un passif brut. On estime maintenant ce dernier à 25 000 euros par personne pour nos successeurs, alors que les actifs publics (518 milliards en actifs financiers plus les infrastructures en tout genre) font que la dette fait hériter le nourrisson de 8 000 euros d'actif (chiffres donnés par Ramaux). En fait, les nouvelles générations bénéficient des investissements des précédentes, comme les entreprises disposent, maintenant presque gratis, des infrastructures publiques sous forme « d'externalités positives ».

Si ce monsieur avait noirci le tableau en ne parlant que de la dette publique brute, il

omettait aussi la dette privée (ménages et entreprises) : 120 % du PIB en France, mais 175 % aux États-Unis, 200 % en Espagne et en Grande-Bretagne. Or, c'est la dette privée qui est l'origine de la crise américaine en 2008 et des crises irlandaise et espagnole. Le bonhomme confondait un flux (celui des déficits) avec un stock (la dette). Il ne disait donc pas que, ce qui compte, c'est le montant des intérêts (48 milliards en France en 2011, soit 2,5 % du PIB) qui sont liés au stock (lequel est renouvelable par de nouveaux emprunts) et au taux d'intérêt. Si ce dernier monte trop (7 % pour l'Italie ou l'Espagne ; 2,49 % pour la France ; 1,40 % pour l'Allemagne en 2012), le budget est effectivement étranglé et les remboursements mis en question. Il en découle que le discours libéral sur la dette publique a pour seule fonction d'inquiéter les gouvernants, de les mettre sous tutelle au nom des agences de notation, de garantir le service de la dette aux banquiers et de continuer à faire payer aux contribuables les intérêts versés aux banques.

Un banquier qui a 10 en dépôt peut en prêter 90, c'est ce qu'on appelle l'effet de levier du crédit. Et le banquier préfère les créances publiques qui sont bien rémunérées et garanties...

La banque tue la juste démocratie en conférant un pouvoir démesuré à la finance et en faisant des gouvernants élus ses « fondés de pouvoir » (Marx). Gouvernants sans doute incompetents (ou complices) pour gober les balivernes et billevesées d'un banquier ! Lequel est intéressé par les dettes, car son métier est de prêter le plus cher et le plus possible avec, comme base, le fric détenu par les riches grâce aux exonérations d'impôt et les dépôts gratuits des petits clients des banques (un banquier qui a 10 en dépôt peut prêter 90, c'est ce qu'on appelle l'effet de levier du crédit). Et le banquier préfère les créances publiques qui sont bien rémunérées et garanties... Le banquier aime aussi à spéculer (en principe pour compte propre avec son fric ; en fait aussi avec celui des clients ; d'où la nécessité de séparer les banques d'affaires de celles de dépôt).

C'est juteux grâce à la finance fantôme offshore appuyée sur les paradis fiscaux, les différences de législation fiscale et, surtout, la dérégulation de la circulation des capitaux... donnée par les gouvernants. On comprend que les banquiers se refusent à toute rerégulation et qu'ils fassent pression sur les politiciens pour qu'elle disparaisse des écrans. Où est la promesse de Tsarko d'en finir avec les paradis fiscaux ? Et que fait Hollande ? **J. L.**

SANTÉ

UN GRAND CORPS MALADE



Alors que l'ordre capitaliste, par ses organisations de production imposées, aggrave la situation de l'environnement et détériore toujours plus la santé du monde du travail, tous les coups sont permis pour diminuer le champ d'intervention de la santé publique et de la recherche. Nous vous proposons trois regards sur cette situation.

La rédaction

Travailler c'est trop dur !



« Les méthodes de production modernes nous ont donné la possibilité de permettre à tous de vivre dans l'aisance et la sécurité. Nous avons choisi, à la place, le surmenage pour les uns et la misère pour les autres : en cela, nous nous sommes montrés bien bête, mais il n'y a pas de raison pour persévérer dans notre bêtise indéfiniment. »

Bertrand Russell, *Éloge de l'oisiveté*, 1932

Moriel

SANTÉ ET TRAVAIL ou santé au travail : voilà deux termes qui, habituellement, ne font pas bon ménage. Mettre sa santé et sa vie en danger pour la gagner ! Quand la majorité de la population vivait, ou plutôt survivait, grâce à des travaux de force, qui exigeaient du muscle et de l'endurance physique, la question semblait relativement simple : le boulot, ça use et ça tue. Les maladies avaient des noms faciles à reconnaître : silicose et tuberculose prélevaient régulièrement leur lot de travailleurs.

De longs combats, des grèves dures, des morts aussi ont été nécessaires pour obtenir du temps de repos (les huit heures !), des caisses de sécurité sociale, des compensations financières pour des maladies professionnelles et des conditions de retraite à peu près décentes. Tout ce système, capitaliste rappelle-le, de production et de protection sociale a été progressivement saccagé au cours de ces quarante dernières années. Dans le même temps, la configuration du monde du travail a





radicalement changé : adieu aux travailleurs de force qui abattaient quotidiennement leurs quintaux de charbon au fond de la mine, place aux cols blancs, agents de régulations, de services ou autres employés du secteur tertiaire. De préférence, pour les patrons, en contrats à durée déterminée (ce terme est doublement abject, car il fait croire à l'égalité des contractants et à leur mutuel accord sur la durée dudit contrat !). Sur fond de chômage endémique...

La misère physique et psychologique au travail n'en a pas été supprimée ou atténuée pour autant, elle a simplement changé de nature. Elle s'est même retrouvée plus forte qu'avant : la refonte en profondeur des modalités de production s'est accompagnée de la casse des collectifs syndicaux et solidaires sur les lieux de travail qui, en soudant les travailleurs, leur permettaient d'encaisser et de résister, ensemble, physiquement et psychologiquement. Alors sont apparues des maladies du travail qu'on ne connaissait pas ou qu'on avait jusque là minimisées. C'est le cas, par exemple, des fameux troubles musculo-squelettiques, alias TMS : ces douleurs lancinantes dans le poignet de la caissière qui déplace plusieurs dizaines de kilos de marchandises devant sa douchette à lecture optique (maudits code-barres !), ou le syndrome du canal carpien du manutentionnaire qui répète inlassablement le même geste

devant les têtes de gondole, et d'autres encore. Ce sont aussi les atteintes respiratoires, cutanées, hépatiques (que la médecine moderne diagnostique plus précocement) des préposés à la chimie et des exposés à l'amiante qu'on a sciemment laissé mariner dans leurs bains cancérogènes, ne leur reconnaissant quelques droits à réparation qu'au bout d'un long combat judiciaire. Et les troubles psychiques : burn out, épuisement mental, dépression et suicide, nous avons tous présent à l'esprit les cas dramatiques et révoltants de Renault, de France Télécom ou de la Poste, cas les plus connus, car les plus médiatisés, mais qui ne représentent, hélas, que la partie visible de la violence quotidienne qui est faite à tous les travailleurs, au nom de la rentabilité.

À coup de discours moralisateurs, de lavages de cerveaux publicitaires et de techniques avancées de manipulations mentales, on essaie de faire croire que c'est la marche inéluctable de la société. Il faut faire en sorte que l'employé, qu'on appelle maintenant le collaborateur dans la novlangue managériale, accepte docilement de servir, au nom de l'intérêt supérieur de l'entreprise ! Supérieur à quoi ? Supérieur à sa santé, à sa vie, à son autonomie et à son aspiration au bonheur ?

Dans un univers aussi désorganisé, où les interactions entre individus sont posées en terme de concurrence, où sévit la peur du chômage et de la précarité (encore un sale euphémisme de la novlangue !) et où la maîtrise et la finalité même des tâches accomplies ou à accomplir échappent à ceux qui en ont la charge, c'est une source d'angoisse qui s'exprime au travers du corps et de la pensée. On y pallie à coup de rapports aussi inutiles qu'ils sont rapidement enterrés et d'antidépresseurs produits et consommés en masse. Le travail peut être, pourrait être, une source de satisfaction et d'épanouissement : plaisir de bien faire, de rendre service à autrui, d'être socialement utile. Avoir la maîtrise de son outil, de son but et de son temps : quel travailleur n'en a pas rêvé ? **M.**

À l'instar de Bertrand Russell, la paresse comme antidote aux maux dus au travail a été célébrée par quelques auteurs dont je vous recommande chaudement la lecture : *Une apologie des oisifs*, Robert Louis Stevenson ; *Le Droit à la paresse*, Paul Lafargue ; *La Paresse comme vérité effective de l'homme*, Kazimir Malevitch ; *L'Apologie de la paresse*, Clément Pansaers.

Sur la question des troubles physiques et mentaux découlant du travail, les travaux de Christophe Dejourné, de Yves Clot et de Danièle Linhart sont d'excellentes lectures. Vous pourrez vous procurer ces ouvrages à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris.

Bosse et crève !



Il était urgent pour la classe possédante de porter un nouveau coup à la médecine du travail déjà bien mal portante.

Jean-Marc Destruhaut

*Groupe Albert-Camus
de la Fédération anarchiste*

LES 26 MILLIONS d'hommes et de femmes constituant le monde du travail (secteurs privé et public) ne disposent que d'un peu plus de 5 000 médecins du travail¹ pour veiller à leur santé. Pourtant, en 2010, pour le secteur privé, il y a eu 658 847 accidents professionnels (529 décès), soit une fréquence constante de 36 accidents du travail pour 1 000 salariés; 50 688 maladies professionnelles et 98 429 accidents de trajet (359 décès)².

À la différence des grandes entreprises dotées de services de médecine du travail «autonomes», 80 % des salariés en France sont suivis par des antennes locales. Nommées Services de santé au travail interentreprises (SSTIE), il s'agit d'associations de loi 1901 à but non lucratif, dont les adhérents ne sont que des employeurs... On comprend mieux, ainsi, les affaires de détournement d'argent public d'antennes médicales vers des caisses patronales et les pressions exercées sur les médecins du travail.

Dans ce contexte voulu³, ce sont bien évidemment les préoccupations du patronat autour des enjeux de la médecine du travail qui se sont traduites par sa réforme récente⁴.

Le sort fait à la médecine du travail par le précédent gouvernement Fillon est rude. Et, sans surprise, rien n'est annoncé par le gouvernement actuel pour y remédier.

Les enjeux de la réforme

De nouvelles pollutions et toxicités liées à l'activité économique ainsi que les plans sociaux, les réorganisations, la précarité, les méthodes de «management» et, tout simplement, l'intensification de la production provoquent de nouvelles maladies professionnelles. En clair: plus la richesse produite augmente, plus il y a de maladies liées au travail!

L'État traite la santé de ses agents par-dessus la jambe avec, entre autres, une visite médicale tous les cinq ans. Le patronat, lui, milite pour réduire ses obligations en matière de prévention des risques et des coûts de santé des travailleurs.

L'enjeu est à la fois politique mais aussi économique: éviter d'établir le lien entre des nouvelles maladies qui se présentent et les coûts du suivi des malades. Car, si ces nouvelles maladies étaient reconnues demain comme maladies professionnelles, elles seraient prises en charge par la branche spéciale de la Sécurité sociale pour laquelle la cotisation est supportée par le seul patronat (contrairement à la cotisation maladie régime général «partagée» entre salariés et employeurs). Par exemple, on estime 30 000 cas de cancers annuels attribuables au travail mais supportés par la branche maladie au lieu de l'être par la branche accidents du travail-maladies professionnelles, soit six milliards d'euros!

Le but poursuivi est donc de faire supporter au régime général⁵ une large part des dégâts sanitaires occasionnés par l'activité économique décidée et imposée par les détenteurs du capital.

Conséquences sanitaires

Nous n'allons pas dans le sens du progrès social. Pour être médecin du travail, il ne sera plus exigé (comme le prévoyait le Code du travail) d'être titulaire d'un diplôme d'étude spécialisé.

Une partie des activités du médecin du travail sera prise en charge par le personnel paramédical et infirmier, ce qui a pour conséquence: primo, une déqualification de la médecine et la perte de qualité des prestations



de cette médecine; deusio, une pression accrue sur du personnel infirmier ne bénéficiant pas de l'indépendance statutaire institutionnelle des médecins; et enfin, tertio, un plus grand éloignement du médecin et des travailleurs.

Il y a quatre ans, la visite de contrôle annuelle était passée à une visite bisannuelle. Maintenant, la loi supprime le contrôle renforcé pour toute une série de professions à risques ou travail de nuit, etc., et modifie l'organisation des visites obligatoires de reprises.

Par cette modification de l'organisation des visites obligatoires, la réforme est en deçà de l'exigence du droit international. C'est bien là une attaque en règle contre l'obligation de résultat en matière de santé des travailleurs!

Il est paradoxal que, politiquement, le Medef obtienne, par cette réforme, une réduction de la médecine du travail alors que, depuis deux ans, la jurisprudence fait ressortir l'importance pour l'employeur de respecter ses obligations en matière de contrôle et d'organisation des visites⁶.

La gestion avant la prévention

En effet, pour ce qui concerne les SSTIE, la loi prévoit un contrôle financier par le trésorier nommé par les organisations du travail. Mais le président du conseil d'administration est un employeur et l'assemblée générale est composée uniquement d'employeurs... On imagine aisément la portée réelle du contrôle.

Auparavant, les SSTIE avaient une mission logistique du service de médecine de travail. La loi donne désormais à ces antennes la mission de gestion de la santé et de la sécurité du point de vue de l'obligation de la santé et de la sécurité incombant à l'employeur. Il paraît douteux que les patrons administrant les SSTIE aillent demain chez leurs collègues employeurs pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de tous les moyens garantissant la santé des salariés.

On peut plutôt conclure que ces antennes vont assurer une gestion économique des risques, mais pas une mission de prévention des risques.

Médecins sous bonne garde

Cerise sur le gâteau, la réforme a supprimé l'article R 4623-15 du Code du travail. Article qui fonde le médecin du travail dans une action exclusive de la santé et de la sécurité des salariés. Hop! À la trappe!

C'est donc la mise sous tutelle des médecins du travail par le conseil d'administration des SSTIE. Selon les médecins du travail les plus avisés, c'est un avis de classe sociale qui primera sur l'avis médical!

Concernant la mission de conseil (un tiers du temps d'activité des médecins), il y a une perte d'autonomie, car c'est le conseil d'administration qui dictera les axes de recherches et de missions de recherche des médecins.

Enfin, du point de vue des «entrepreneurs», il aurait été dommage de s'en priver:

suppression des visites médicales périodiques. On pourra ainsi mieux cacher les liens entre les maladies décelées et les conditions de travail induites par l'organisation du travail.

Dans les années 1970, les médecins ont été militants pour redonner un sens à la mission de médecine du travail et les salariés étaient mobilisés autour de leurs médecins du travail. Petit à petit, la médecine du travail a connu une dérive pour plusieurs raisons (trop longues à développer ici) qui engendrent la désaffection des salariés et de certains syndicalistes (!) pour la médecine du travail. Maintenant, c'est une nouvelle loi cousue main sur mesure pour le patronat qui a été adoptée dans la plus grande discrétion. Un nouveau coin enfoncé dans le Code du travail aux conséquences désastreuses.

En l'absence de véritable mobilisation du monde du travail, dont la grande majorité n'a pas conscience d'être salariée et donc exploitée, il n'y a aucune chance que le gouvernement actuel opère différemment des précédents. Sa fonction et son ambition politique affichée étant de répondre au mieux des intérêts du patronat. Le conditionnement idéologique en cours pour réduire le coût du travail l'illustre bien.

Alors, à nous de ne rien lâcher! **J.-M.D**



1. 5 163 médecins du travail sur 110 180 spécialistes sur 213 442 médecins au total pour 65 millions d'habitants au total (Insee).

2. Données 2010 de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.

3. 40 médecins formés par le concours spécial d'internat en médecine du travail, selon l'arrêté du 10 février 2011. Seulement 47 médecins ont donc débuté une formation de médecin du travail en 2011-2012. Il y avait 6 000 médecins du travail en 2006, il y en aura 2 300 en 2030, soit une baisse de plus de 60 %. Complicité de la classe politique évidente avec ce numerus clausus donnant lieu à une carence de médecins du travail.

4. Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2012 de deux décrets d'application de la loi du 20 juillet 2011 publiés le 30 janvier 2012.

5. Le prétendu déficit du régime général depuis trente-cinq ans pour mieux augmenter les cotisations sociales, part salariale en tête. Le bilan se maintient à l'équilibre d'années en années entre - 3 % et + 3 % des recettes. Nous sommes loin du déficit budgétaire de l'État aux alentours de 70 %.

6. Exemple: le non-respect de l'obligation de visite à l'embauche cause un préjudice donnant droit à une indemnité à payer au salarié.

Triple A et triple con sont dans un bateau...



Exposition *Triple A* au musée d'art moderne.

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

ALORS QUE LA PLUS GROSSE opération d'apologie de l'esprit de compétition et de nationalisme¹ vient de s'achever dans la capitale de l'ultralibéralisme mondial, les boursicotages battent leur plein, les licenciements s'amplifient, les appareils idéologiques d'État ou privés organisent activement les opérations de propagande nécessaires à l'occultation de ces réalités. Les médias de masse passent pudiquement sur le coût de 11 milliards d'euros des JO (soit le double de la prévision initiale), sur la présence militaire massive, sur la spectacularisation des émotions, tout en agitant des drapeaux tricolores, encensant l'effort et l'abnégation de ces valeureux sportifs qui, eux, travaillent fort pour donner le meilleur d'eux-mêmes, pour la plus grande gloire de

l'étendard de l'olympisme hérité du raciste, aristocratique, sexiste et colonial Pierre de Coubertin. Et ils ont les yeux embrumés quand *La Marseillaise* retentit, quand quelques probables descendants de colonisés voire d'esclaves, pour montrer avec encore plus d'intensité qu'ils sont français depuis la Gaule, entonnent l'hymne en posant une main sur le cœur, à l'américaine, élan dérisoire de soumission au sport-spectacle. Les commentateurs oublient d'indiquer que la plupart de ces athlètes dits amateurs, pour s'entraîner au mieux, bénéficient de statuts professionnels privilégiés, tandis que les médiocrates patentés continuent à fustiger les travailleurs qui réclament le maintien, pour ceux qui en bénéficient, de statuts et de droits relativement

»»»

protégés. D'autres, dans un véritable concours du commentaire oiseux et collabo, admettent que cette parenthèse olympique de quinze jours a permis aux Anglais d'oublier les soucis liés à la crise économique. Et l'acquiescement des masses ne leur donne malheureusement pas tort...

Parmi les scandales du moment largement éludés: l'agence de notation Moody's a abaissé la note des hôpitaux publics, mis sous «surveillance négative», «en raison de la situation financière de certains établissements». Ce contrôle indu d'une officine privée sur le devenir des services publics me conduit à parler ici de Yehezkel Ben-Ari, chercheur à l'Institut de neurobiologie de la Méditerranée (Marseille). Remarquable par ses travaux sur la maturation du cerveau et sur l'épilepsie, étonnant par ses prises de position se démarquant quelque peu de l'inertie politique de nombre de ses collègues scientifiques. Dans une tribune du Monde du 16 décembre 2011 («Shanghai et l'évaluation technocratique tuent la recherche biomédicale!»), toujours d'actualité, il s'oppose aux opinions qui prévalent dans les milieux politiques au sujet des multiples instances d'évaluation et de pilotage de la recherche, laquelle est devenue une institution bureaucratique tendanciellement «gérée» comme une entreprise, avec des objectifs de rentabilité, une insistance grotesque sur la recherche dite appliquée et développant la croyance selon laquelle les découvertes scientifiques seraient redevables d'une évaluation a priori – ce que déplore Ben-Ari: «Nous devons d'emblée dire ce que nous allons découvrir: ce n'est plus de la recherche, c'est du retour sur investissement.» Il fait ici le parallèle, fécond, avec les

agences de notation: «Les découvertes importantes ne sont pas visibles par ces évaluations chiffrées incapables d'évaluer la prise de risques consubstantielle à l'innovation. Le plus cocasse est que toutes ces évaluations in fine se basent sur les publications dans des journaux dits d'excellence (Nature, Science, etc.) qui sont les équivalents de Standard & Poor's² ou Moody's dotés du pouvoir de vie ou de mort sur des pans entiers de la recherche biomédicale.» Il met l'accent sur la force de la recherche française, eu égard à ses moyens financiers pourtant peu élevés (et peu dignes d'un pays riche): «Les réformes en cours en France³ se traduisent aussi par le démantèlement des établissements publics de recherche (CNRS, Inserm, etc.) qui depuis des décennies ont formé des générations de chercheurs et n'ont pas démérité malgré les disparités de moyens: l'Inserm a un budget 40 fois inférieur à celui de Harvard et de 4 fois au coût de la baisse de la TVA des restaurateurs...» Ben-Ari insiste sur cet aspect, indiquant que «la France est tombée à la quinzième position mondiale pour la dépense intérieure de recherche [en pourcentage du PIB] [...] et en vingt-sixième position (sur 32 classés) pour le budget civil de la recherche»⁴ et qu'en revanche la recherche privée est aidée par le budget public (sous la forme du crédit d'impôt recherche), et ce pour des résultats peu probants. Il en découle que «cette politique s'accompagne de l'assèchement des postes d'universitaires, de chercheurs et de techniciens, du recours systématique aux CDD (15 000 CDD payés par l'ANR⁵), entraînant la perte d'attractivité des métiers de recherche et de la «mémoire» des laboratoires». «La rigueur à la triple A [...] va, ici comme à l'hôpital ou à l'école, se traduire par la perte d'indépendance et le handicap sévère des générations futures. Le parallélisme avec les méfaits de la financiarisation de l'économie est évi-

dent. [...] On donne une valeur absolue et on se projette dans le futur à partir d'une estimation fictive fortement dépendante des modes momentanées incompatibles avec le tempo de la science.»

Bien évidemment, n'ayant reçu ni médaille d'or ni fauteuils attirés dans les médias de masse, occupés par les intellos de cour et les cuistres obséquieux, cette voix n'est entendue de personne. Ainsi va notre médiocratie médiatique. **M. S.**

1. Sans parler des abondants signes de religiosité de très nombreux sportifs louant Dieu avant de concourir, le remerciant en cas de victoire, signes où se mêlent les manifestations apothéotiques de la victoire d'un tout-puissant et de l'adoration du Tout-Puissant. Un véritable Salon des culs-bénits en short!
2. Il faut préciser ici que S & P est une filiale de l'entreprise états-unienne McGrawHill, l'un des plus gros éditeurs scientifiques au monde. Sans pouvoir traiter précisément le sujet en si peu de place, soulignons que le monde de la recherche connaît un important mouvement de contestation des exorbitants tarifs d'abonnement aux grandes revues détenues par ces majors de l'édition scientifique. Dans les pays comme le nôtre, avec une recherche publique, les abonnements hors de prix (ainsi que les livres de ces mêmes éditeurs) sont pris en charge par les budgets des établissements publics, contribuant ainsi à leur déficit, et donc à leur endettement, endettement ensuite fustigé par les agences de notation... Tout est dans tout, dans ce milieu de la pré-dation financière.

3. Rappel: texte de fin 2011, sous le règne de Sarkozy.

4. On remarquera que ces données sont rarement (pour ne pas dire nullement) commentées par les médias de masse, lesquelles, au contraire, ne manquent jamais de parler du classement des universités mondiales par un organisme de l'université de Shanghai (d'où le titre du texte de Ben-Ari ici commenté), classement pourtant très critiqué à cause de ses failles et biais méthodologiques, le rendant peu fiable, voire sciemment désinformateur (voir une étude très argumentée: J.-C. Billaut, D. Bouyssou, P. Vincke, «Should you believe in the Shanghai ranking?», *Scientometrics* 84 (1), 2010, hal. archives-ouvertes. fr/hal-00388319).

5. Agence nationale de la recherche, dernier avatar bureaucratique-gestionnaire du projet de privatisation progressive de la recherche publique.



Saint-Imier 2012

Retour sur les Rencontres internationales de l'anarchisme



Le rendez-vous imérien a été un moment de fête et de débats. Plus encore, l'anarchisme organisé y a puisé un nouvel élan.

À L'OCCASION DES 140 ANS du congrès de Saint-Imier, en 1872, acte fondateur de l'Internationale antiautoritaire, des Rencontres internationales de l'anarchisme furent organisées, à l'initiative de la Fédération anarchiste, de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), de la Fédération libertaire des montagnes, de l'Organisation socialiste libertaire et de la coopérative Espace noir de Saint-Imier. Le congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes s'est déroulé en même temps dans la même ville.

Ces Rencontres internationales de l'anarchisme ont été l'occasion de faire le bilan de l'histoire du mouvement anarchiste, de ses idées, de ses réalisations, de ses espoirs, de ses défaites, de ce qu'il en reste aujourd'hui, les combats qui sont les siens et ceux qu'il partage avec d'autres: antimilitarisme, antiracisme, autogestion, décroissance, éducation, féminisme, internationalisme, non-violence, anti-autoritarisme, etc.

Pendant cinq jours, des milliers de personnes se sont réunies dans la petite ville de Saint-Imier autour de conférences, d'expositions, de concerts, d'un salon du livre, de cuisines collectives, de cinéma, etc. Des personnes et des organisations anarchistes de toute la planète étaient présentes: Amérique latine, États-Unis, Russie, Europe, Maghreb, Japon, etc., donnant une réelle portée internationale à ces rencontres, qui se sont déroulées dans une ambiance conviviale et solidaire.

Pendant cinq jours, la centaine de militants et militantes de la FA présents ont été sur tous les fronts pour faire de cet événement une réussite et gérer en même temps le congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes. Durant ce congrès, nous avons accueilli une nouvelle fédération, la FAO slovène, et tissé des liens fraternels avec la Fédération anarchiste du Mexique, entre autres. De nombreuses délégations étrangères étaient présentes et nous laissent espérer un nouveau développement de l'anarchisme organisé, et de l'IFA en particulier, dans les prochaines années, dans de nouveaux pays. La FA a actuellement la responsabilité du secrétariat de l'IFA.

Toute cette aventure fut fatigante, mais très enrichissante. Les dernières rencontres

internationales de cette ampleur dataient de 1984 (Venise), soit près de trente ans. Nous espérons bien ne pas attendre la prochaine encore aussi longtemps.

Nous envisageons d'organiser un nouvel événement de cette ampleur dans dix ans, pour les 150 ans du congrès de Saint-Imier, en espérant que nous mettrons à profit ces années pour consolider et développer nos organisations anarchistes afin de lutter et de gagner les luttes sociales contre les dominations étatiques, capitalistes, morales et religieuses.

Au niveau de l'IFA, nous nous sommes séparés avec de nombreux projets à mener à bien: organisation de Rencontres anarchistes méditerranéennes, de Rencontres anarchistes des Balkans, de Rencontres anarchistes continentales en Amérique latine (Mexique); organisation, si possible, d'un Forum social alternatif en Tunisie à l'occasion du Forum social mondial; organisation de solidarités concrètes avec les anarchistes de par le monde, notamment à Cuba; production de matériel commun, etc.

Pour l'heure, nous faisons un bilan très positif des Rencontres de Saint-Imier, de leur déroulement, de leur couverture médiatique, de leur impact, des perspectives qu'elles ouvrent et de leur accueil par la population locale. Il est encore trop tôt pour faire le bilan financier – qui devrait s'équilibrer à peu près, voire être en léger déficit de quelques milliers d'euros, somme importante, mais à mettre en regard des efforts investis et du budget initial de près de 100 000 euros –, mais ces Rencontres n'auraient pas été possibles sans le soutien financier des organisations anarchistes partie prenante du comité d'organisation, sans les dons des individus et organisations de par le monde.

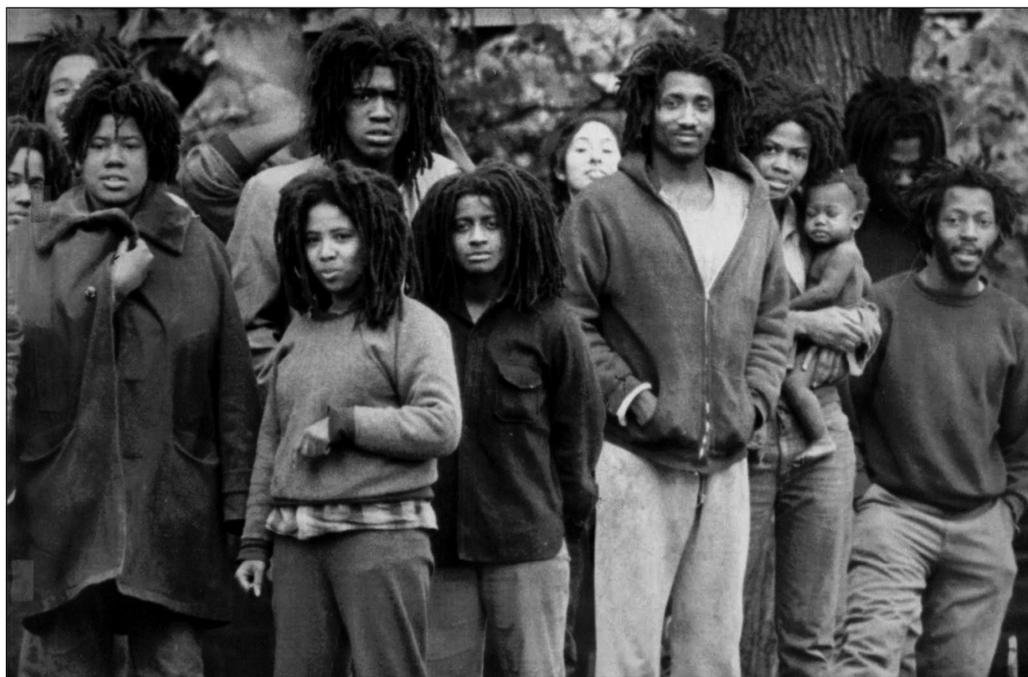
Nous tenons ici à remercier toutes les personnes qui ont rendu possible cette aventure et surtout les camarades d'Espace noir, de Saint-Imier, qui ont fait un énorme travail avec la municipalité et les autres structures de la ville (musée, CCL, Mémoires d'ici, etc.).

Fred

*Groupe Pierre-Joseph-Proudhon
de la Fédération anarchiste (Besançon)*



Prisons de femmes aux États-Unis



Membres du mouvement afro-américain Move, dont Janine, Janet et Debbie.

CLAUDE GUILLAUMAUD-PUJOL est connue pour le soutien qu'elle apporte à Mumia Abu-Jamal. Maître de conférences, elle est spécialiste des États-Unis. Elle a publié, en 2007, *Mumia Abu-Jamal, un homme libre dans les couloirs de la mort*.

Avec *Prisons de femmes*¹, elle aborde la question des conditions de détention des femmes aux États-Unis. Plus particulièrement, elle nous parle de Janine, Janet et Debbie, trois prisonnières politiques incarcérées depuis 1978. Tout commence le 8 août de cette année-là. Six cents policiers encerclent la maison de Powelton, où se trouvent douze adultes et onze enfants du mouvement afro-américain qui s'appelle Move. Nous sommes en Pennsylvanie, dans une habitation qui dépend de Philadelphie. Il est 5 heures du matin.

L'attaque est d'une extrême violence. Les flics inondent la maison avec des lances à eau et la criblent de grenades lacrymogènes. À la longue, les militants sont obligés de sortir. Les hommes sont roués de coups. Les armes de la police ont parlé. Ripostant aux fusils des forces de l'ordre, les assiégés se sont défendus. Dans la bataille, un policier a été tué. Les conséquences sont effroyables. Delbert Africa, un des résidents, est lynché par les représentants de l'État. La maison est rasée. Debbie, une des femmes, accouche en cellule et se voit confisquer son bébé. Les Move sont condamnés à de longues peines.

Les membres de ce groupe sont très proches des Black Panthers. Avec John Africa, ils défendent des valeurs naturelles issues de

l'africanité dont ils se revendiquent et violemment contestataires de la mécanique conservatrice, ultralibérale et hyper-répressive des États-Unis.

Le 13 mai 1985, une maison appartenant à Alfonson Africa, à Chester, est également dévastée et brûlée. Six adultes de Move sont descendus à coups de carabines. Cinq enfants sont également tués. C'est le massacre d'Osage Avenue. Il ne reste que deux survivants...

Les prisons américaines se sont multipliées au cours des deux derniers siècles, surtout depuis la guerre de Sécession (1861-1865). Les femmes constituent environ 7 % de la population carcérale totale. Elles sont de plus en plus condamnées et enfermées, surtout si elles sont noires. Historiquement, elles ont subi les pires sévices. Beaucoup ont été victimes d'abus sexuels ou ont été contraintes de se prostituer auprès des gardiens. Estelle Freedman, en 1981, cite le cas de Raquel Welch, au XIX^e siècle, qui se retrouve enceinte, bien que confinée à l'isolement. Après avoir accouché, à titre de punition, elle est condamnée à être fouettée par un gardien. Elle meurt peu après.

Claude Guillaumaud-Pujol rend régulièrement visite à Janine, Janet et Debbie. En moyenne, 55 % des prisonnières sont « de couleur ». Une femme noire a huit fois plus de « chance » qu'une blanche d'aller en prison. Derrière les murs, c'est l'arbitraire le plus total. La nourriture est insuffisante. Les détenues crèvent littéralement de faim. Au parloir,

quand il fait froid, elles sont en tee-shirt et, quand il fait chaud, avec des chemises à manches longues boutonnées jusqu'au cou. Les punitions pleuvent : privation de parloir, isolement, mitard, tout l'arsenal y passe. La prison a pour mission d'éliminer les femmes, surtout quand elles sont noires. John Africa, relayé par l'auteur, a définitivement apporté sa conclusion : « Les prisons, où qu'elles soient, sont des colonies d'esclaves, légalisées par les tribunaux, dans le seul but de "stocker" les pauvres et de les maintenir en esclavage. Le système pénitentiaire est une entreprise perverse qui a deux objectifs : fournir des emplois à la population blanche et permettre au gouvernement d'exclure des quartiers pauvres les jeunes, les Noirs, les Blancs pauvres, les Hispaniques, les Indiens, les Asiatiques, etc. Innocents ou coupables, tous ceux qui critiquent le système en place... sont éliminés, soit on les emprisonne, soit on les tue... Le cercle vicieux c'est les flics, le tribunal, puis la prison... »

Jacques Lesage de La Haye

1. *Prisons de femmes* de Claude Guillaumaud-Pujol, préface de Danielle Mitterrand, Le Temps des Cerises, 208 pages, 13 euros.

Les œuvres incomplètes de Benoist Rey

Les Éditions Libertaires ont eu la bonne idée de rééditer quatre livres de Benoist Rey. Ces *Œuvres incomplètes* (on espère bien qu'il en publiera d'autres) sont livrées dans un coffret beau comme un gros pavé noir.

AU COMMENCEMENT, il y eut *Les Égorgeurs*. Benoist Rey a 21 ans quand il embarque à Marseille pour l'Algérie. Nous sommes en septembre 1959. Arrivé dans le Nord-Constantinois, le bidasse turbulent se retrouve dans un commando de chasse, un régiment semi-disciplinaire, une unité « d'élite » aussi sanguinaire que les parachutistes et la Légion étrangère. Le journal de bord dépeint la sauvagerie quotidienne de ces hommes chargés de « pacifier » l'Algérie française. Officiers cinglés et simples soldats (Européens, pieds-noirs, harkis ou même Sénégalais) se sont salement illustrés durant ces années de braise. Publié en avril 1961 par les éditions de Minuit, le livre sera interdit quatre jours après sa parution.

Puis viennent, en deux tomes, des *Trous de mémoire* finalement bien remplis. L'histoire démarre par le début. Avec un père pétainiste, Benoist tombait franchement mal. Pas simple d'émerger quand crucifix et portrait dédié du Maréchal décorent le salon familial. Benoist entrera au petit séminaire en 1950. La lecture de Baudelaire, Lautréamont, Artaud, Duprey, Miller, etc., et une pratique assidue de la branlette l'éloigneront de la foi. Après son passage en Algérie, celui qui lisait certains de ses bouquins avec une seule main deviendra imprimeur. Les livres objets sont en vogue avec les Jouffroy, Mansour, Lambert illustrés par Matta, Ernst, Calder, etc.

Benoist s'est ensuite lancé dans la restauration. Ce sera la valse des homards flambés et des rougets grillés. Parmi les habitués de La Marmite, Jean Giraud (qui dessina l'enseigne), Bridenne, Michel Foucault, etc. En 1972, la tribu Rey s'est installée en Ariège dans une ferme en ruine. C'est le temps des « beatniks » et des « hippies ». Les séjours à Montfa peuvent durer quelques heures... ou plusieurs années. Jacques Bertin y fera une petite halte. Cela donnera la chanson *Ce que dit Benoist*. Puis, l'appel des casseroles résonne de nouveau. Chaises, tables branlantes et vaisselle dépareillée font leur apparition. L'Auberge des Traouquès ouvre.

Montfa se mua peu à peu en centre culturel où se produiront les Fabulous trobadors, l'orchestre de chambre de Toulouse, Farafina,

Jacques Higelin, etc. Expos, ciné-club et concerts de soutien rempliront les colonnes de *La Dépêche du Midi*. Même le piano a eu son heure de gloire. Offert au Royal de Luxe, peint en blanc, il sera traîné par un char dans les rues de Berlin avant d'être catapulté. Pendant plus de dix ans, Montfa sera également un lieu de postcure pour toxicomanes à l'époque où le sida commençait ses ravages.

Le quatrième round est un singulier manuel de cuisine intitulé *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir*. La couverture, signée Siné, donne le ton. Benoist Rey commence avec la recette correspondante. « Cuire dans la même marmite un curé ensoutané, mitré de préférence et un militaire de haut rang, en grand uniforme (un riz-pain-sel si possible). Sans les vider ni les peler. » Ce n'est pas avec ce genre de festin que Benoist Rey passera dans l'une de ces émissions de cuisine télévisées à la mode. Au fil des chapitres organisés comme un « vrai » livre de cuisine (entrées, plats de résistance, fromages, desserts), on tombe sur une multitude d'anecdotes, de rencontres amicales et amoureuses, de situations drôles ou pas. Les plats sont simples (œufs cocotte, os à moelle, salade de pissenlits, cuisine des restes, etc.), mais, comme dirait Léo Ferré, toujours fourrés avec des tonnes de sentiments.

Après avoir digéré quelques mauvais fruits verts et pas mûrs, l'humaniste gourmand dévore la vie par les deux bouts. Passant de belles tranches de vie sur le grill, le cuisinier autodidacte a mitonné pour terminer, sans doute provisoirement, un ouvrage qui donne faim et soif... de vivre.

Paco



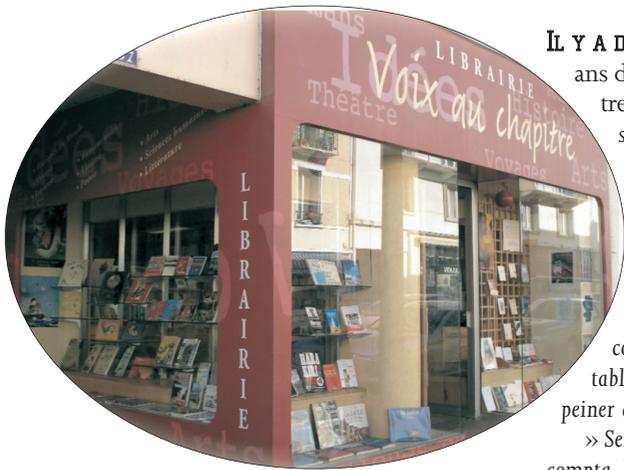
Benoist Rey, *Œuvres incomplètes* (1961-2011), coffret comprenant la réédition de *Les Égorgeurs*, *Les Trous de mémoire* (2 tomes) et *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir*. Tirage limité à 250 exemplaires numérotés et signés par l'auteur. 50 euros. En vente à Publico.

Benoist Rey sera présent à la Fête du livre de Merlieux-et-Fouquerolles (Aisne) les 29 et 30 septembre. Il préparera le repas qui sera servi le 29 septembre par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Inscription par courriel à kropotkine02@no-log.org ou par téléphone au 03 23 80 17 09.

Fin de partie

Saint-Nazaire perd sa voix (au chapitre)

« Seulement lorsque la dernière rivière sera asséchée et le dernier arbre mort, vous vous apercevrez que l'argent ne peut se manger », disait autrefois un chef indien très lucide. Seulement lorsque toutes les librairies indépendantes seront mortes, entraînant dans leur chute la plupart des éditeurs et des auteurs, s'apercevra-t-on, peut-être, de ce à quoi elles servaient.



IL Y A DEUX ANS, lorsque nous fêtions les seize ans d'existence de la librairie Voix au chapitre, j'écrivais : « Seize ans sur la corde raide ; à se perdre en calculs de trésorerie : est-ce que j'ai les moyens de commander ça ? Est-ce que je peux offrir à cet écrivain plus que deux rondelles de saucisson ? Est-ce que je peux me payer plus qu'un demi-smic ? (Non !) Seize ans à négocier des reports d'échéances, à essayer d'empêcher que le compte soit bloqué, à supplier les chefs comptables des fournisseurs, implorer les banquiers, peiner à rembourser, etc.

» Seize ans de nuits et de week-ends le nez dans la compta, le courrier, les litiges, les commandes. 16 ans sans presque de vacances mais à se faire enqueuler quand on en prend une semaine : "J'suis passé, t'étais encore fermé !"

» Seize ans à essayer de faire le tri dans les milliers de titres paraissant chaque année, à pester contre les erreurs de commande, les retards de livraisons, les colis abîmés, perdus, etc.

» Seize ans à se coltiner du carton, faire des vitrines, réparer le chauffe-eau et les prises électriques, s'irriter contre le fax et internet et "Toutes les lignes de votre correspondant sont occupées", les "Je vous rappelle" qui ne rappellent jamais. [...]

» Seize ans à courir pour ouvrir à l'heure et à avoir la patience de fermer après l'heure.

» Seize ans à se demander si c'est cette année qu'on va devoir mettre la clé sous la porte. »

Eh bien, aujourd'hui, alors que la librairie allait rentrer dans sa dix-neuvième année, on le sait : c'est cette année qu'on va devoir mettre la clé sous la porte. Aux divers problèmes du quotidien, énumérés ci-dessus, et qui disent bien, je crois, les difficultés de ce métier, se sont ajoutés d'autres obstacles : importante baisse de fréquentation de la librairie, concurrence croissante des ventes « en ligne », travaux compliquant l'accès au centre-ville, taux de TVA augmenté, augmentation constante des charges.

La librairie n'a plus de difficultés de trésorerie : elle n'a plus de trésorerie du tout et se trouve dans l'impossibilité de payer ses fournisseurs, ses charges sociales, ses impôts, ses agios bancaires, le salaire (pourtant fort maigre) de son gérant. Tous les principaux four-

nisseurs ont bloqué ses comptes. Elle ne peut donc plus commander de livres. Son fonds s'amenuise, les trous dans les rayons augmentent et accentuent le sentiment dans la clientèle qu'« il n'y a pas grand-chose dans cette librairie ». Elle ne peut plus commander de nouveautés et les présenter à ses clients. C'est la guillotine.

Appeler au secours une fois de plus ? Il est vrai qu'à chaque fois un bon nombre d'amis de la librairie ont sympathiquement versé au pot pour l'aider à ne pas mourir. Ça a fait chaud au cœur et redonné de l'énergie pour continuer. Mais ça n'a servi qu'à faire reculer la menace, pas à solutionner le problème. Mettre une fois de plus cette librairie sous perfusion, je ne le veux pas. Je n'ai plus le courage de la tenir à bout de bras au prix d'une usure croissante de mes nerfs et de ma passion.

Mon seul, dernier, espoir, serait que quelqu'un veuille poursuivre l'aventure, reprendre le flambeau, pour que cet outil créé et développé par dix-huit ans de travail obstiné ne meure pas. J'avoue que c'est un espoir fort mince, diverses tentatives dans ce sens n'ayant pas donné de résultat.

Malgré de nombreux beaux discours officiels sur l'« importance de soutenir la librairie indépendante », garante de créativité culturelle, de convivialité et de liberté, chaque jour, des librairies ferment, avec le sentiment que ce qui domine réellement dans les hautes sphères du « monde du livre » c'est l'indifférence à leur sort, et, dans le public, une résignation à cette « fatalité ».

« Seulement lorsque la dernière rivière sera asséchée et le dernier arbre mort, vous vous apercevrez que l'argent ne peut se manger », disait autrefois un chef indien très lucide. Seulement lorsque toutes les librairies indépendantes seront mortes, entraînant dans leur chute la plupart des éditeurs et des auteurs, s'apercevra-t-on, peut-être, de ce à quoi elles servaient.

Voix au chapitre n'a été qu'une barque, puis un radeau, contre de trop hautes vagues, trop puissantes, trop « méchantes ». Elle coule. De profundis.

Gérard Lambert-Ullmann

Güle güle,

au revoir, à Tayfun Gönül

anarchiste et premier objecteur de conscience de Turquie

C'EST AVEC TRISTESSE que je t'apprends que Tayfun Gönül, le premier objecteur de conscience de Turquie, a rendu les armes pour la dernière fois de sa vie fin juillet, foudroyé par une crise cardiaque, alors qu'il n'était âgé que de 54 ans.

Médecin de formation, lui qui était entre autres l'auteur de *Anarchizm nedir* ? (Qu'est-ce que l'anarchisme?), il avait choisi de ne pas exercer sa profession parce que

« toutes les institutions ont pris les codes des casernes comme modèle pour leurs opérations internes durant leur établissement, incluant les écoles et les hôpitaux.

Les blouses blanches des médecins en sont l'indication la plus flagrante. L'uniforme sert partout le même objectif : rendre homogène et dépersonnaliser les gens, pour en faire des robots remplissant uniquement leurs fonctions. La couleur de l'uniforme est insignifiante à tel point que je suis concerné. Elle aurait pu tout aussi bien être kaki que blanche »,

avait-il déclaré lors d'une interview accordée au magazine *Sokak* (La Rue) en 1990.

Fin des années 1980, Tayfun Gönül ne se contenta pas de refuser de tenir une arme, avec son collègue journaliste à *Sokak*, Tugrul Eryılmaz, il lance sa fameuse campagne « Non au service militaire » qui lui vaudra des procès intentés par le Ministère public de la Cour de Sultanahmet, pour « aliénation des personnels du service militaire ». Une campagne très vite relayée par Metin Münir, qui en fait des gros titres dans le magazine *Günes* (Le Soleil).

Tayfun avait dédié sa vie aux idées anarchistes et à l'objection de conscience. Il venait encore de participer à La Journée internationale des objecteurs de conscience du 15 mai pour laquelle il a dû signer une

décharge pour sortir de l'hôpital alors qu'il venait d'avoir un infarctus. Journée où il s'est encore une fois élevé contre la rhétorique du « drapeau » et du « martyr » employés dans les agences de presse turques et kurdes.

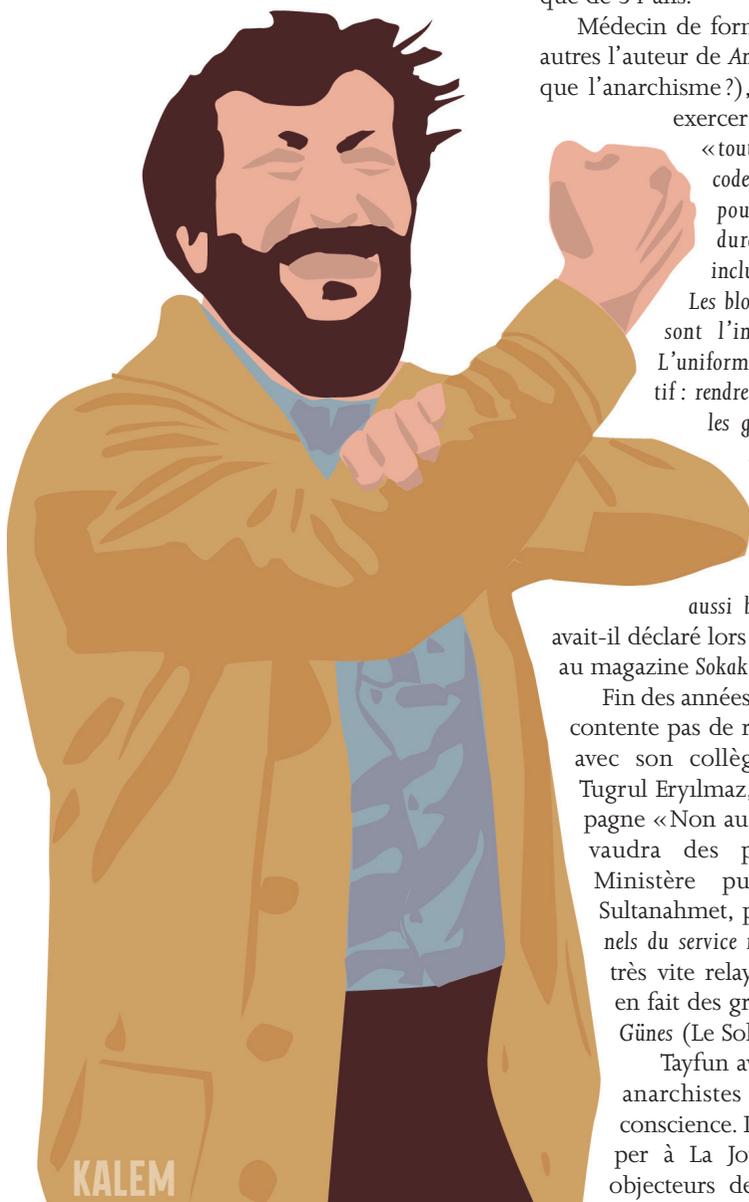
Pour Tugrul Eryılmaz, Tayfun Gönül « a planté les graines de l'éveil contre le militarisme en Turquie ». Alors que le simple fait de participer à une manifestation de soutien à un objecteur de conscience est passible de poursuites pour « éloge d'un crime ou d'un criminel » et pour avoir « provoqué l'hostilité publique envers le service militaire », selon les articles 215 et 318 du Code pénal turc, ils sont de plus en plus nombreux, Turcs comme Kurdes, à déclarer, comme Mehmet Bal ou Enver Aydemir, leur refus de porter une arme, que ce soit pour l'armée turque ou pour le PKK.

Pour information : parmi les pays membres du Conseil de l'Europe, la Turquie est l'un des trois seuls pays à ne pas reconnaître l'objection de conscience, avec l'Azerbaïdjan et la Biélorussie. Et le seul pays ayant demandé son adhésion à l'Union européenne. L'objection de conscience est par ailleurs inscrite dans les critères de Copenhague pour l'adhésion à l'Union européenne.

Le 1^{er} septembre, Journée internationale de la paix, l'objecteur de conscience Halil Sevda entamait une marche pour la paix de quarante jours, de Roboski à Ankara, en protestation au bombardement récent de ce village kurde par l'armée turque, qui a fait plus d'une trentaine de morts civils, hommes, femmes et enfants.

Après avoir « comme le vent semé quelque part sa graine d'ananar », ainsi que l'aurait dit Ferré, Tayfun Gönül a été enterré au cimetière de Zincirlikuyu sur la rive européenne d'Istanbul, sans bondieuserie aucune, accompagné de fleurs, de guitares, de violons, de clarinettes, de sa famille et d'un groupe de près de deux cents de ses camarades anarchistes.

Aurélien Roulland



Voix de l'anarchisme international

Saint-Imier 2012 sur RL 89.4 FM

Du 8 au 12 août 2012, des milliers d'anarchistes de toutes les régions du monde se sont rencontrés à Saint-Imier. Dans cette petite ville du Jura suisse, cent quarante ans plus tôt, James Guillaume, Adhémar Schwitzguébel, Michel Bakounine et bien d'autres avaient participé au congrès fondateur de l'Internationale anti-autoritaire, alors que les marxistes venaient d'exclure de la 1^{re} Internationale la grande majorité du mouvement ouvrier de l'époque.

Aujourd'hui, des individus, des groupes et des fédérations agissent un peu partout dans le

monde, redonnant peu à peu à l'anarchisme une influence que le fascisme et le stalinisme avaient presque anéantie.

C'est grâce aux contacts entre le groupe Proudhon de la FA de Besançon et la Fédération libertaire des Montagnes suisse, qui anime à Saint-Imier un magnifique lieu, Espace noir, qu'est né, il y a deux ans, le projet un peu « fou » de Rencontres internationales de l'anarchisme. La Fédération anarchiste dans son ensemble et l'OSL suisse s'y sont investis avec la volonté d'ouverture à toutes les sensibilités de l'anarchisme ; l'Internationale des

Fédérations anarchistes y a tenu son congrès aux mêmes dates.

Radio libertaire était présente pour rendre compte en direct, ou par des interviews et enregistrements de débats, de ce renouveau de l'anarchisme.

Écoutez toutes ces voies et voix de l'anarchisme dans la nouvelle émission : **Voix de l'anarchisme international**, les mardis de 14h30 à 16 heures.

Monique, Serge

Groupe Gaston-Leval de la Fédération anarchiste



Jeudi 20 septembre

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Échos et motions du 52^e congrès de l'UPF.

Lumières noires (19 h 30) Pour la première émission de « Lumières noires » nous recevons François Roux, auteur de l'ouvrage : *Auriez-vous crié "heil Hitler" ? Soumission et résistances au nazisme : l'Allemagne vue d'en bas (1919-1949)*. Cet auteur nous parlera de son parcours d'anarchiste et, à propos de son ouvrage, nous mettrons l'accent sur la résistance.

Vendredi 21 septembre

Les oreilles libres (14 h 30) Nous recevons le pianiste Frédéric Blondy, ainsi qu'Églantine de Boissieu, de Babel Productions, tous deux cofondateurs du festival Crak, consacré aux musiques affranchies, d'entre les mailles, inclassables... et dont la première édition se tiendra les 27 et 28 septembre à l'Église Saint-Merri dans le IV^e arrondissement de Paris.

Samedi 22 septembre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).

Chronique syndicale (11 h 30).

Chroniques rebelles (13 h 30).

Dimanche 23 septembre

(00 heures) Libre antenne.

Lundi 24 septembre

Trous noirs (16 heures) Sous les pavés... la terre. Michel Besson, qui a des contacts avec des paysans de nombreux pays, évoque, après son récent voyage en Équateur, le rôle néfaste des « filières » dans le domaine des produits agricoles et de leur commercialisation.

Mardi 25 septembre

Voix de l'anarchisme international (14 h 30) Saint-Imier. Le vendredi 10 août, dans le studio de Radio libertaire délocalisé à Saint-Imier, nous recevons en direct Monica, Marco et Éric de

la Fédération anarchiste mexicaine venus participer au congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA).

Mercredi 26 septembre

Blues en liberté (10 h 30) Memphis Slim, le blues, de Chicago à Paris.

Femmes libres (18 h 30) Avec Sandrine Goldschmidt pour la 10^e édition du Festival de films documentaires féministes « Femmes en résistance » les 29 et 30 septembre à l'Espace Jean-Vilar à Arcueil (94).

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 27 septembre

Jeudi noir (19 h 30) Notre bibliothèque Jeudi noir se concentre sur l'œuvre d'un écrivain anglais, John King. Ses romans décrivent avec empathie le peuple anglais : hooligans, punks, skinheads, infirmières, anciens combattants, prisonniers.



Vendredi 21 septembre

Paris VIII^e

19h30. Projection de *Elisée Reclus, la passion du monde*, un film documentaire de Nicolas Eprendre. À la Scam, salle Charles-Brabant, 5, avenue Vélasquez, M^o Villiers ou Monceau. Verre après la projection. Réserver à donatien@antoinemartinprod.com

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la librairie. *Frères de classe*, documentaire de Christophe Cordier (52 minutes). Histoire d'une photo... Certaines images deviennent des icônes politiques. Christophe Cordier a cherché à comprendre comment. Il est parti à la recherche des acteurs des photos, trente ans après. La projection sera suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 23 septembre

Meung-sur-Loire (45)

16 heures. À l'occasion des 7^{es} Journées Gaston Couté, «Les Petits désordres» a le plaisir de vous inviter à la représentation de sa nouvelle création: *Le Semeur d'allumettes* d'après l'œuvre de Gaston Couté. À La Fabrique de Meung-sur-Loire.

Samedi 22 et dimanche

23 septembre

Ligouze (87)

Théâtre champêtre libertaire organisé par le Centre international de recherches sur l'anarchisme limousin (CIRA). Au programme, 4 pièces (place assises à 20 euros):

État de siège et *Révolte dans les Asturies* d'Albert Camus, par le Théâtre rural d'animation culturelle. *Alexandre Jacob, l'honnête cambrioleur* et *Armand Robin, la quête de l'universel* par le théâtre de la Balancelle. Au Château de Ligouze (au sud de Limoges), restauration à prix libre sur place, pique nique, camping, parking, bar, tables de presse, espace mômes etc. Navette possible avec la gare de Limoges. Contact pour info et réservation : cira.limousin@free.fr

À partir du

21 septembre

Paris VIII^e

Anne van der Linden est la vedette d'une expo de peintures intitulée *Amour vache*. Galerie Les singuliers, 138, bd Haussmann.

Samedi 22 septembre

Monde

Journée Internationale de solidarité avec les chauffeurs-livreurs de Domino's Pizza en Australie, sous la bannière de la GTWA.

Besançon (25)

18 heures. Pot de rentrée à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Organisé par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. À 19 heures. Spectacle de café-théâtre avec le trio Jean Val et Gé. Une heure de chansons et de sketches sur des thèmes de société. 20h30. Utopies et mouvements autogestionnaires. Intervention de Michel Antony, spécialiste de l'histoire du mouvement ouvrier et des utopies, suivie d'un débat à 21 heures. Entrée libre. Salle Battant, 48, rue Battant.

Lundi 24 septembre

Besançon (25)

20 heures: Projection débat, *Europe, l'insurrection qui vient* (53 minutes), organisé par la CNT 25. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Paris XX^e

20 heures. Théâtre documentaire, *Tu me manques*. L'histoire vraie d'une famille ouvrière espagnole de 1936 à 1952. Une histoire d'amour où la petite histoire croise la grande. L'épopée d'un républicain espagnol. Au Clan destino, 18, rue des Envierges. Entrée libre, libre participation. Réservations 06 87 09 57 18 tmmanques.wordpress.com

Mercredi 26 septembre

Besançon (25)

20h30. Projection débat: *Les Insurgés de la Terre* (54 minutes),

organisé par le Resto trottoir. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Jeudi 27 septembre

Besançon (25)

20 heures. Projection débat: *Squatt, la ville est à nous* (94 minutes), organisé par la CNT 25 à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz. Entrée libre.

Vendredi 28 septembre

Besançon (25)

20 heures. Projection débat: *Vu d'en bas: des Tunisiens de Lampedusa à Paris* (71 min), organisé par le Scalp Bezak. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Samedi 29 septembre

Merlieux (02)

19 heures. Repas anar. Dans le cadre de la Fête du livre, le groupe Kropotkine organise un repas anar concocté par l'écrivain-maître queue Benoist Rey, qui dédicacera ses *Mémoires incomplètes* parues en coffret aux Éditions libertaires. Ce bourguignon à prix modique sera suivi d'un concert gratuit du Trio Jazz Pascal Bréchet. Buvette. Athénée Libertaire 8, rue de Fouquerolles. Inscription au 03 23 80 17 09.

Dimanche 30 septembre

Merlieux (02)

De 10 heures à 18 heures, dans le cadre de la Fête du livre, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste tiendra une table de presse et une buvette au 8, rue de Fouquerolles. Renseignements au 03 23 80 17 09.

Besançon (25)

12h30. Repas végétalien organisé par le Resto trottoir. Repas mensuel gratuit non exclusif avec sa zone de gratuité, son infokiosque et ses rencontres. Démonstration de capoeira. King's Queer en concert. Place Marulaz.



À partir du 21 septembre, exposition des peintures
de Anne van der Linden, intitulée *Amour vache*.
Galerie Les singuliers, 138, bd Haussmann, 75008 Paris.
les-singuliers@orange.fr / www.galerielessinguliers.com